



Paraît le lundi matin

Published every Monday  
morning

Abonnements \$2 par an  
Subscriptions \$2 a year

Payables d'avance  
Payable in advance

MUNICIPAL  
**Gazette**  
MUNICIPALE  
DE—OF  
**Montreal**

Organe officiel de la Corporation  
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation  
of the City of Montreal

CANADA

—Toutes communications se—  
rapportant aux annonces ou aux  
abonnements devront être adres—  
sées tout simplement comme suit :

“La Gazette Municipale”  
Bureau de Poste: 299 ou  
42 Place Jacques-Cartier, Montréal.

—Toutes communications se—  
rapportant à la rédaction devront  
être adressées comme suit :

“La Gazette Municipale”  
Hôtel de Ville, — Montréal.

—All communications relative—  
to advertisements or subscriptions  
should be addressed simply as  
follows :

“The Municipal Gazette”  
Post Office Box: 299 or 42  
Jacques-Cartier Square, Montreal.

All communications relative to the  
editorial part of the paper should  
be addressed as follows :

“The Municipal Gazette”  
City Hall, — Montreal.  
TELEPHONE MAIN 4240

## DELIBERATIONS

### BUREAU DES COMMISSAIRES

Procès Verbal de l'assemblée du 9 décembre  
(séance de l'avant-midi).

Sont présents: MM. Wanklyn, Ainey et Dupuis.

1.—Soumis un extrait des minutes de la Commission Spéciale chargée de préparer les bases d'arrangement entre la Cité et la Compagnie des tramways de Montréal, assemblée du 30 novembre, 1910, résolution à l'effet de demander au Bureau des Commissaires s'il a quelques suggestions à faire à cette Commission, pour l'amélioration du service des tramways dans la Cité.

Résolu: De faire rapport, informant la dite Commission Spéciale que ce Bureau réitère son rapport présenté au Conseil, à l'effet d'ordonner des nouvelles routes à la dite Compagnie de tramways, moins l'item recommandant la route de la rue Dorchester, vu la requête en opposition à cette route, présentée par les propriétaires intéressés de la dite rue.

2.—Soumis un extrait des minutes du Conseil, séance du 5 décembre, motion de l'échevin Robinson.

Résolu: Vu que plusieurs séances de comités ont lieu le soir à l'Hôtel de Ville, que le Bureau des Commissaires soit prié de payer une rémunération convenable aux employés qui sont obligés de travailler à l'Hôtel de Ville durant ces soirées, et que toute règle du Conseil, incompatible avec cette résolution, soit suspendue.

A l'étude.

3.—Soumis un extrait des minutes du Conseil, séance du 28 novembre, 1910, sur résolution à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de déposer devant le Conseil l'exposé budgétaire ou appropriations pour l'année prochaine, le ou avant le 15 décembre courant.

A l'étude.

4.—Soumis le rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, re compte de M. W. G. Cruikshank, avocat, pour services professionnels rendus à la Ville Notre-Dame de Grâce.

Déposé sur la table en attendant le règlement du compte de Maître Sullivan.

5.—Le Secrétaire fait rapport au Bureau qu'il a rencontré M. L. A. Rivet, député, et que ce dernier l'a informé des bonnes dispositions du Gouvernement envers la Cité concernant la demande qui a été faite par le Bureau des Commissaires au Gouvernement de céder une certaine propriété sur la rue Mill, pour y construire un poste de pompiers, et qu'il lui a suggéré de faire application au Gouvernement, réitérant sa demande et indiquant lequel des terrains la Cité désire avoir, pour y bâtir telle station.

### BOARD OF COMMISSIONERS

Report of Meeting held on the 9th December (a.m.).

Present. Messrs. Wanklyn, Ainey and Dupuis.

1.—Submitted an extract from the minutes of the Special Committee appointed to determine the basis of an agreement between the City and the Montreal Street Railway Co., meeting held on the 30th November, 1910, resolution asking the Board of Commissioners if they had any suggestions to make to this Committee, as to the improvement of the car service in the City.

Resolved: To report, informing the said Special Committee that this Board reaffirms its report submitted to Council, ordering the said Company to establish new lines, except as to the item recommending the Dorchester street line, in view of the petition opposing said line, which was submitted by interested proprietors on said street.

2.—Submitted an extract from the Minutes of Council, meeting held the 5th December, motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. Robinson, whereby it was

Resolved: That, inasmuch as several committee meetings are held in the evening, at the City Hall, the Board of Commissioners be requested to pay suitable remuneration to the employees who are obliged to work at the City Hall on such evenings, and that any rule of Council incompatible with this resolution be suspended.

Under consideration.

3.—Submitted an extract from the Minutes of Council, meeting of the 28th November, 1910, anent a resolution requesting the Board of Commissioners to submit before the Council the statement of appropriations required for next year, on or before the 15th of December instant.

Under consideration

4.—Submitted the report of the Chief City Attorney re account from Mr. W. G. Cruikshank, advocate, for professional services rendered to the town of Notre-Dame de Grâce.

Laid on the table until Mr. Sullivan's account has been settled.

5.—The Secretary reported to the Board that he had met Mr. L. A. Rivet, Member of Parliament, and that the latter had informed him that the Government was well disposed towards the City as regards the request made by the Board of Commissioners to the Government to cede a certain property on Mill street, for the erection of a fire-station. Mr. Rivet suggested that the City again apply to the Government indicating the land the City desires to have for the erection of said station.

Résolu: D'autoriser le Chef du Département des Incendies de faire la demande au nom du Bureau des Commissaires, pour le terrain situé à l'encoignure des rues Mill et St. Etienne.

6.—Soumis le rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, *re bonus* à la John W. Peck Co., Limited, vs. la Ville St. Louis, informant le Bureau que jugement a été rendu le 26 octobre dernier, condamnant la défenderesse, la dite Ville St. Louis, à payer à la dite compagnie la somme de \$1,000 avec intérêt depuis le 7 décembre, 1908, et recommandant de payer la dite somme plus les frais à Messrs Hibbard & Cie., plus les intérêts, soit en tout une somme de \$1,475.88.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

7.—L'Inspecteur de la Cité recommande que remise soit faite du pourcentage retenu par la Cité au contracteur L. Giguère et Cie., pour travaux exécutés en 1909, au montant de \$1,194.53.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

8.—L'Inspecteur de la Cité transmet l'offre de la succession G. Ross et J. Edward de Hertel de céder gratuitement, et sans conditions, certaines parties du Boulevard St. Laurent, St. Charles Borromée, Avenue Muir et De Hertel, Trinidad, Russell et Charest, et recommande que la dite offre soit acceptée conformément aux plans produits.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

Il est

9.—Résolu: De prier Maître Lavallée de faire rapport s'il a pris le bref interlocutoire pour faire déguerpir du Forum le garage d'automobiles et l'établissement de commerce qui y sont installés.

10.—Le Bibliothécaire en Chef fait rapport qu'il a reçu du Ministère du Commerce et de l'Industrie de la République Française, l'ouvrage ayant pour titre "Le Bilan d'un Siècle" à titre de compliment.

Résolu: De prier le Bibliothécaire de remercier pour l'envoi.

11.—Le Surintendant de l'Aqueduc fait rapport que pour donner le service d'eau sur la rue Mayfair, qui est maintenant propriété de la Cité, il faudra poser 925 pieds de conduits de 8 pouces au coût approximatif de \$1,480, et recommandant que ces travaux soient faits et que le coût en soit chargé sur le montant de l'emprunt fait par Notre-Dame de Grâce pour ces fins.

Résolu: En conséquence.

12.—Le Bureau prend en considération un nouveau rapport de l'Inspecteur de la Cité, concernant certaine propriété à être expropriée pour l'ouverture de la rue Montcalm à la rue Sherbrooke, informant le Bureau qu'une somme de \$5,280.00 sera requise en plus du montant de \$24,720 pour faire telle expropriation.

Résolu: De prier l'Inspecteur de la Cité d'obtenir des propriétaires intéressés des options par lesquelles les dits propriétaires s'engagent à accepter le montant tel que porté au rôle d'évaluation de la Cité, plus de 20 pour cent, pour l'évaluation de leur propriété, et sur réception de ces options le Bureau fera rapport au Conseil.

13.—Soumise une lettre de M. David Smith, Secrétaire de la Commission du Port de Montréal, informant le Bureau que les plans et spécifications et estimés, pour la construction d'un quai à l'île Sainte Hélène doivent être approuvés par un ordre en Conseil, et que la Commission devra être autorisée par un règlement de passer contrat avec la Cité pour loyer du quai, les démarches nécessaires en cette affaire étant faites.

Résolu: De prier la Commission du Port de bien vouloir transmettre une copie certifiée du plan qui a été produit à ce Bureau et au Conseil et accepté par ce dernier, concernant la construction du dit quai, l'original de ce plan ayant été remis à M. Fennell par le Secrétaire de ce Bureau, à cette fin.

Ajournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

Resolved: That the Chief of the Fire department be authorized to make an application on behalf of the Board of Commissioners, for the land situated corner of Mill and St. Etienne streets.

6.—Submitted the report of the Chief City Attorney, *re bonus* in the case of John W. Peck Co., Limited, vs The City of St. Louis, informing the Board that judgment had been rendered on the 26th October last, condemning the defendant, the said City of St. Louis, to pay to the said Company the sum of \$1,000 with interest from the 7th December, 1908, and recommending that the said sum be paid with costs to Messrs. Bisailon & Co., and to Messrs. Hibbard & Co., with interest, or a total of \$1,475.88.

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

7.—The City surveyor recommended that the contractors, L. Giguere & Co., be refunded their percentage retained by the City for work done in 1909, the same amounting to \$1,194.53.

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

8.—The City surveyor submitted the offer made by the Estate G. Ross and J. Edward Hertel to cede gratuitously and unconditionally certain parts of St. Lawrence Boulevard, St. Charles Borromeo St., Muir and De Hertel Avenues, Trinidad, Russell and Charest, and recommended that the said offer be accepted according to the plans filed.

Resolved: That a report be made accordingly.

It was

9.—Resolved: That Mr. Lavallee be instructed to report and state whether an interlocutory writ has been issued to compel the owner of the Forum to remove the automobile garage and the trading establishment therein installed.

10.—The Chief Librarian reported that he had received with compliments from the Department of Trade and Commerce of the French Republic, a work entitled "Le Bilan d'un siècle."

Resolved: That the Chief Librarian be instructed to acknowledge receipt of same with thanks.

11.—The Superintendent of the Water Works reported that in order to give a water supply to Mayfar street, which is now the City's property, an 8" water main 925 feet long, would have to be laid at an approximate cost of \$1,480, and recommended that the said work be performed and the cost thereof charged against the loan issued by Notre-Dame de Grâce, for that purpose.

Resolved: Accordingly.

12.—The Board then considered a report from the City Surveyor, anent certain property to be expropriated for the opening of Montcalm street to Sherbrooke street, informing the Board that a sum of \$5,280.00 would be required over and above the sum of \$24,720 to complete said expropriation.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to secure from the interested proprietors options whereby the said proprietors shall bind themselves to accept the amount mentioned on the assessment roll of the City, plus 20 per cent. for the assessment of their property, and on reception of said options, the Board will report to Council.

13.—Submitted a letter from Mr. David Seath, Secretary of the Harbor Commissioners of Montreal, informing the Board that the plans and specifications and estimates for the erection of a wharf at St. Helen's Island must be approved of by an order in Council, and that the Board must be authorized by a by-law to execute the contract with the City for the lease of the wharf, the necessary steps to that effect having been taken.

Resolved: That the Harbor Commissioners be requested to send a certified copy of the plan submitted to this Board and to Council and accepted by the latter, concerning the construction of said wharf, the original of the plan having been transmitted to Mr. Fennell by the Secretary of this Board, for said purpose.

Adjourned.

L. M. SENECAI,  
Secretary.

Compte rendu de l'assemblée du 9 décembre.  
(séance de l'après-midi).

Présents: Son Honneur le Maire et tous les Commissaires.

1.—Une délégation de directeurs de l'Assistance Publique introduite par l'échevin Bastien se présente devant le Bureau. MM. W. Labrecque, Fournier, Jos. Paquette et Docteur Huguenin s'adressent au Bureau et demandent une augmentation de subvention pour l'assistance publique. Ils soumettent qu'une somme de \$10,000 devrait être souscrite pour l'an prochain.

M. le Président, au nom du Bureau, informe les délégués que les Commissaires sont au courant de leur oeuvre et il est entendu qu'un mémoire par écrit sera adressé au Bureau.

Et la délégation se retire.

Il est

2.—Résolu: A la demande de l'échevin Mayrand, que le rapport de l'Inspecteur de la Cité, concernant l'achat des rues du Parc Lebrun soit référé au Département en Loi pour élucider cette question et faire rapport.

Il est

3.—Résolu: Que la somme de \$500.00 qui a été appropriée au mois d'octobre dernier pour couvrir les dépenses du département des détectives et particulièrement pour payer une récompense à toute personne qui pourrait donner des renseignements de nature à faire découvrir les supposés assassins de Cécile Michaud soit appropriée pour les fins générales du département des détectives.

4.—Soumise une lettre de la Barber Asphalt Paving Co. demandant qu'ordre lui soit donné de livrer 350 tonnes d'asphalte, balance du contrat.

Résolu: Que l'Inspecteur de la Cité soit prié d'informer la compagnie qu'elle aura la préférence quand la Cité aura besoin d'asphalte.

5.—Le Chef du Département des Incendies fait rapport relativement à la mise à la retraite du chef de district C. Dubois et recommande, vu les longues années de service de ce dernier et qu'il a été blessé grièvement lors d'un incendie, ce qui le rend infirme pour le reste de ses jours, qu'une gratification de \$1,500, plus son salaire jusqu'au 1er janvier prochain, lui soit payée comme compensation.

Résolu: De faire rapport au Conseil en conséquence.

6.—Le Chef du Département des Incendies et le Surintendant du Télégraphe d'Alarmes font rapport sur l'interpellation de l'échevin Marciel, qui aurait accusé la brigade d'avoir refusé de se rendre à l'incendie des ateliers du Pacifique Canadien à Notre Dame de Grâce, dans la nuit du 28 au 29 novembre dernier.

Résolu: De transmettre les rapports sus-mentionnés au Conseil pour réponse à l'échevin Marciel.

7.—Soumis un rapport de M. F. C. Clavette, comptable, informant le Bureau qu'une somme de \$3,654 sera requise pour terminer l'année, d'après les estimés de M. Faïlle et Drouin, pour le service de la Gazette Municipale, annonces, dépenses générales, papeterie, etc.

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant de voter la susdite somme.

8.—Le Bureau prend de nouveau en considération l'extrait des minutes du Conseil, séance du 9 novembre, 1910, sur résolution à l'effet de déposer le rapport du Bureau des Commissaires sur la table et de prier le dit Bureau de faire tout en son pouvoir pour soumettre au Conseil un rapport complet sur la question de l'achat de la Montreal Water and Power Company.

Résolu: Après mure étude de la question et après avoir pris en considération le rapport de l'Avocat en Chef et de l'Avocat Consultant de la Cité, de faire rapport au Conseil et de soumettre que le dit Bureau ne peut recommander de faire l'acquisition de la dite compagnie dans les circonstances et de recommander qu'une législation soit passée aux fins de rembourser aux citoyens des quartiers annexés le montant représentant la différence des taux payés à la Montreal Water and Power Company et ceux chargés par la Cité, aux citoyens qui sont alimentés par le système d'Aqueduc de la dite Cité.

Adjournement.

L. N. SENECAI,  
Secrétaire.

Report of Meeting of the 9th December p. m.

Present: His Worship the Mayor and all the Commissioners.

1.—A delegation of the directors of the Public Assistance, introduced by Ald. Bastien, appeared before the Board. Messrs. Labrecque, Fournier, Jos. Paquette and Dr. Huguenin addressed the Board and asked that the grant to the Public Assistance be increased. They submitted that a sum of \$10,000 should be voted for next year.

The Chairman, on behalf of the Board, informed the delegation that the Commissioners were well acquainted with their work and it was agreed that a written memorandum would be sent to the Board.

And the delegation withdrew.

2.—At the request of Ald. Mayrand, it was

Resolved: That the City Surveyor's report on the purchase of the streets in Lebrun Park be referred to the Law Department in order to elucidate the question and report thereon.

It was

3.—Resolved. That the sum of \$500.00 voted in October last to cover the expenses of the detectives department and particularly to pay a reward to any person who might give such information as might bring about the arrest of the supposed murderers of Cecile Michaud be appropriated for the general purposes of the detectives department.

4.—Submitted a letter from the Barber Asphalt Paving Co., asking that they be ordered to deliver 350 tons of asphalt, balance on their contract.

Resolved: That the City surveyor be requested to inform the Company that it will have the preference when the City shall need any asphalt.

5.—The Chief of the Fire department made a report on the superannuation of district Chief C. Dubois and inasmuch as the latter's length of service and the fact that he was seriously injured at a fire, thereby being disabled for the rest of his life, he recommended that a grant of \$1,500 together with his salary till January next be paid to him as a compensation.

Resolved: That a report be made to Council accordingly.

6.—Reports were made by the Chief of the Fire Department and the Superintendent of the Fire Alarm Telegraph on the interpellation of Ald. Marciel, charging the brigade with having refused to go to the fire at the shops of the Canadian Pacific at Notre-Dame de Grâce, on the evening of the 28th-29th November last.

Resolved: That the above mentioned reports be submitted to Council as a reply to Ald. Marciel's interpellation.

7.—Submitted a report from Mr. F. C. Clavette, accountant, informing the Board that a sum of \$3,654 will be required till the end of the year, according to the estimates of Messrs. Faïlle and Drouin, for the Municipal Gazette department, advertisements, general expenses, stationery, etc.

Resolved: That a report be made to Council recommending that the said sum be voted.

8. The Board reconsidered an extract from the Minutes of Council, meeting of the 9th November, 1910, embodying a resolution ordering that the report of the Board of Commissioners be laid on the table and that the said Board be requested to do their utmost in order to submit to Council a complete report on the question of the purchase of the Montreal Water & Power Co.

Resolved: After due examination of the question and after having considered the report made by the Chief City Attorney and the Consulting Attorney that a report be made to Council stating that the Board cannot recommend the purchase of the said Company under the circumstances, and recommending that legislation be sought so as to allow the City to refuse the citizens of the annexed wards the amount representing the difference between the rates paid to the Montreal Water and Power Co., and those charged by the City to the citizens who are supplied by the City's water-work system.

Adjourned.

L. N. SENECAI,  
Secretary.

Assemblée du 10 décembre (séance de l'avant-midi).

Sont présents: MM. Lachapelle, président, Ainey, Dupuis et Wanklyn.

1.—Soumis un rapport du Chef de Police, recommandant l'incorporation de l'Association dit "Hotelmen's Club of Montreal."

Résolu: D'approuver le dit rapport et de recommander la dite incorporation au Conseil.

2.—L'Inspecteur de la Cité fait rapport et recommande que M. F. Leroux soit transféré au travail de nettoyage des trottoirs et que M. F. Vreudge soit transféré du travail du nettoyage des trottoirs au travail "Neige Spéciale."

Résolu: Suivant la recommandation ci-dessus, mais à la condition expresse que le changement proposé ci-dessus ne fasse perdre à M. Vreudge rien du temps et du salaire qu'il aurait à son avoir par l'arrangement actuel.

Ajournement.

L. N. SENECAI,

Secrétaire.

\* \* \*

Assemblée du 12 décembre (séance de l'avant-midi).

Sont présents: MM. Wanklyn, président, Ainey, Dupuis, Lachapelle.

1.—Le Bureau prend communication du rapport du Trésorier de la Cité, concernant les amendements à la charte de la Cité, *re* taux de la taxe foncière, suggérant que le taux de la taxe foncière soit porté à 1 ¼ pour cent et que des demandes soient faites à la Législature, pour amendement à la charte à cette fin.

Résolu: De transmettre le rapport du Trésorier de la Cité au Conseil, avec recommandation de l'adopter.

2.—Soumis des avis de l'Union des Municipalités Canadiennes *re* application faite au Gouvernement par les compagnies de Chemin de Fer.

Résolu: De transmettre au Département en Loi pour rapport d'urgence.

3.—Une délégation des Conférences de St. Vincent de Paul se présente devant le Bureau.

M. le Chanoine LePailleur, Aumônier, MM. Prendergast, Président, Tremblay, Courtois, Beaupré et autres.

M. le Chanoine LePailleur explique le but de la délégation et demande en faveur de l'Orphelinat St. Arsène que la construction de la bâtisse qui est commencée et qui n'est pas à l'épreuve du feu, soit continuée de même, et qu'une subvention à l'orphelinat ou une allocation par tête, si possible, soit votée.

Le Bureau prend en sérieuse considération cette demande.

Il est

4.—Résolu: D'autoriser le Secrétaire à se mettre en communication avec les autorités du Montreal Trust et savoir d'eux s'ils ont l'administration de l'hôtel Jacques-Cartier, qui appartient à la succession Provost à gérer, si oui, de bien vouloir informer le Bureau si cette propriété sera à louer au printemps.

5.—Le Surintendant du Département de l'Eclairage fait rapport que le premier circuit des nouvelles lampes dites "6.6 Amp. Magnetite" a commencé à éclairer, sous le nouveau contrat de l'éclairage, le 11 courant et que ces lampes sont installées sur les rues Craig, St. Jacques, Notre-Dame et sur le Champ de Mars, entre les rues Gosford et McGill, et informant le Bureau qu'il lui ferait plaisir de se mettre à la disposition des Commissaires et des membres du Conseil, qui désireraient faire l'inspection du nouveau système d'éclairage dans ce district.

Résolu: De transmettre cette invitation au Greffier de la Cité et de la déposer aux archives.

Ajournement.

L. N. SENECAI,

Secrétaire.

Meeting held the 10th December, a.m.

Mr. M. Lachapelle, chairman, Ainey, Dupuis, Wanklyn.

—Submitted a report from the chief of Police, recommending that the Hotelmen's Club of Montreal be incorporated.

Resolved. To concur in said report and to recommend to Council that the said club be incorporated.

2. The City Surveyor reported recommending that Mr. F. Leroux be transferred to the cleaning of sidewalks and Mr. F. Vreudge from cleaning of sidewalks to "Snow Special."

Resolved: To concur in the above recommendation, conditionally, however, that the proposed change shall not entail any loss of time or salary for Mr. Vreudge.

Adjourned.

L. N. SENECAI,

Secretary.

\* \* \*

Meeting of the 12th of December, a.m.

Messrs. Wanklyn, chairman, Ainey, Dupuis, Lachapelle,

1.—The Board considered the report of the City-Treasurer on the amendments to the City charter: rate of the real estate tax, suggesting that the tax on real estate be increased by 1-4 per cent. and that an application be made to the Legislature to amend the Charter for that purpose.

Resolved. That the City Treasurer's report be sent to Council with a recommendation that the same be adopted.

2. Submitted notices from the Union of Canadian Municipalities *re* application made to the Government by Railway companies.

Resolved: To refer same to the City attorneys for an immediate report.

A delegation from the St. Vincent de Paul Society appeared before the Board.

Present: Rev. Canon LePailleur, chaplain, Messrs. Prendergast, president, Tremblay, Courtois, Beaupré and others. Rev. Canon LePailleur explained the object of the delegation and asked in behalf of St. Arsene Orphanage that the erection of the building in course of construction although not fire-proof, be allowed to continue and that a grant or an allowance at so much a head be voted to the orphanage, if possible.

The Board seriously considered said request.

4.—Resolved: That the Secretary be authorized to communicate with the authorities of the Montreal Trust to ascertain whether they have the management of Jacques-Cartier Hotel, which belongs to the Provost estate, if so, to inform the Board whether that property will be to rent next spring.

5.—The superintendent of the Lighting department reported stating that the first circuit of the new lamps known as "6.6 Amp. Magnetite" was put in operation, under the new lighting contract, on the 11th instant, and that the said lights were installed on Craig, St. James, Notre-Dame streets and on Champ-de-Mars, between Gosford and McGill streets, and informing the Board that he would be pleased to place himself at the disposal of the Commissioners and of the Members of Council in order to visit the new lighting system in said district.

Resolved: That the invitation be sent to the City Clerk and that the report be filed of record.

Adjourned.

L. N. SENECAI,

Secretary.

## COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 6 décembre.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Brodeur, Dubeau, O'Connell, Tétreau, Dandurand.

Assistent aussi à l'assemblée MM. les échevins Leclaire, Emard, Gauvin, Mayrand, Lamoureux et Clément.

Soumises et lues les communications suivantes:

(a) Chambre de Commerce demandant de conférer le droit de vote aux membres du bureau de direction des compagnies à fonds social.

(b) Montreal Board of Trade soumettant une demande semblable à celle de la Chambre de Commerce.

Est alors introduite une délégation de l'Association des Manufacturiers Canadiens composée de MM. l'ex-échevin Sadler, Wm. Caverhill, Joseph J. Fortier et H. T. Meldrum et de MM. W. Boivin et A. Renaud, représentant la Chambre de Commerce et MM. J. H. Lauer, P. Lyall et M. Gagnon, représentant le Builders' Exchange.

MM. Sadler et Lauer font valoir l'injustice causée aux compagnies à fonds social en ne leur accordant pas même un seul droit de vote.

M. Sadler demande en conséquence que la cité demande de nouveau à la Législature d'ajouter après l'article 44 de la charte de la Cité, ce qui suit:

44a. Les compagnies ou corporations à fonds social pourront être inscrites sur la liste des électeurs et voter au nom et par l'entremise d'un représentant de la compagnie dûment autorisé à cet effet par une résolution dont copie doit être produite chez le Greffier de la Cité le ou avant le premier décembre de chaque année, et elles peuvent exercer ce droit dans tous les quartiers où elles payent des taxes.

Pourvu que les relations du dit représentant de la compagnie soient celles de directeur ou d'employé à la date de l'autorisation et à la date que tel directeur ou employé sera appelé à exercer son suffrage.

Sur proposition de M. l'échevin Dandurand il est alors Résolu: D'approuver l'amendement soumis par M. Sadler et de l'inclure dans le projet d'amendements que la Cité doit soumettre à la Législature, et de prier les intéressés d'aider à la Cité à faire adopter le dit amendement par la Législature.

(M. l'échevin Tétreau dissident.)

Une délégation de l'Association des Citoyens, composé de MM. H. Laporte, Peter Lyall, James Morgan, D. Vallières et E. J. Chapleau se présente devant la Commission et demande que les mots suivants soient insérés dans les avis que la Cité doit donner en rapport avec les amendements à la charte.

## REDISTRIBUTION DES DIVISIONS ELECTORALES ET DE LA REPRESENTATION MUNICIPALE

M. Laporte explique qu'un grand nombre de citoyens sont d'opinion que la représentation municipale, surtout depuis les nouvelles annexions n'est pas distribuée d'une manière juste et équitable, que des quartiers n'ayant qu'une centaine d'électeurs ont droit à la même représentation que des quartiers ayant 10,000 électeurs. Il déclare que l'Association des Citoyens n'a pas encore de projet à soumettre et qu'elle ne désire pas imposer ses vues au Conseil, mais qu'elle aimerait que les avis contiennent les mots nécessaires pour permettre la redistribution des quartiers.

Si le Conseil acquiesce à cette demande une réunion générale des membres de l'Association des Citoyens sera convoquée pour élaborer un projet qui sera soumis aux membres du Conseil.

MM. Morgan, Vallières et Lyall adressent la parole à la Commission dans le même sens.

Sur proposition de M. l'échevin Dandurand, il est alors:

Résolu: D'insérer dans les avis les mots suggérés par les représentants de l'Association des Citoyens.

Le président de la Commission, prie alors M. Laporte,

## LEGISLATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 6th December.

Present: Alderman L. A. Lapointe, chairman, Brodeur, Dubeau, O'Connell, Tétreau, Dandurand, Aldermen Leclaire, Emard, Gauvin, Mayrand, Lamoureux and Clement also attended the meeting.

Submitted and read the following communications:

(a) "Chambre de Commerce" asking that the right to vote be conferred upon the members of the board of directors of joint stock companies.

(b) Montreal Board of Trade submitted an application similar to that of the Chambre de Commerce.

A delegation of the Canadian Manufacturers Association composed of Ex-alderman Sadler, Wm. Caverhill, Joseph J. Fortier and H. T. Meldrum and of Messrs. W. Boivin and A. Renaud, representing the "Chambre de Commerce" and Messrs. J. Lauer, P. Lyall and M. Gagnon representing the Builders' Exchange, appeared before the Committee.

Messrs. Sadler and Lauer showed the injustice resulting to incorporated Companies by not granting them even a single vote.

Mr. Sadler accordingly requested the City to again apply to the Legislature in order to have the following added after article 44 of the City charter:—

44a. Joint stock companies or corporations may also be entered on the voters' list and vote in the name of and through their president or manager duly authorized to that effect by a resolution, a copy of which shall be deposited with the City Clerk on or before the 1st December, each year, and they may exercise such right in all the wards in which they pay taxes.

Provided that the connection of the said representative of the Company be that of a director or of an employee at the date when the authorization shall be given, and at the date when such director or employee shall be called upon to cast his vote.

On motion of Ald. Dandurand, it was then

Resolved: To concur in the amendment submitted by Mr. Sadler and to insert same in the draft of amendments to be sought for by the City from the Legislature and that the interested parties be requested to aid the City in having the said amendment adopted by the Legislature (Ald. Tétreau dissenting).

A delegation from the Citizens' Association, composed of Messrs. H. Laporte, Peter Lyall, James Morgan, S. D. Vallières and E. J. Chapleau appeared before the Committee and asked that the following words be inserted in the notices which the City will have to give in connection with the amendments to the Charter.

## REDISTRIBUTION OF THE ELECTORAL DISTRICTS AND OF THE MUNICIPAL REPRESENTATION.

Mr. Laporte explained that a large number of citizens were of opinion that the municipal representation, especially since the new annexations, was not distributed in a fair and equitable manner; that wards having one hundred voters or so were entitled to the same representation as the wards comprising 10,000 voters.

He stated that the Citizens' Association had not yet any proposal to submit and that they are not desirous to impose their views, but that they would like that the notices should be worded so as to permit the redistribution of wards.

If the City Council grants this request, a general meeting of the members of the Association will be convened in order to elaborate a proposition to be submitted to the members of Council.

Messrs. Morgan, Vallières and Lyall also addressed the Committee on the same line.

On motion of Ald. Dandurand, it was then

Resolved: That the words suggested by the representatives of the Citizens' Association be inserted in the notices.

The Chairman of the Committee then requested Mr. La-

le président de l'Association des Citoyens, de bien vouloir préparer le projet de redistribution que l'Association désire soumettre et il promet que cette commission étudiera ce projet avec soin.

M. Laporte promet alors de soumettre un projet tel que demandé.

Le Secrétaire reçoit instruction de fournir au Secrétaire de l'Association des Citoyens un plan des différents quartiers et un état du nombre des électeurs dans chacun.

M. Jarry, propriétaire d'une ferme portant les Nos. du cadastre 484 et 486, située dans cette partie de la paroisse du Sault au Recollet annexée à la Cité de Montréal en vertu du règlement No. 360, se présente devant la commission et demande que sa ferme soit évaluée à \$100 l'arpent comme terre en culture.

Sur proposition de M. l'échevin Tétreau,

Il est

Résolu: D'inclure dans les avis les mots "limite de l'évaluation des terres en culture dans le quartier St. Denis" et de prier M. Jarry de soumettre sa demande par écrit.

Il est aussi

Résolu: De demander aussi un rapport aux estimateurs au sujet de cette demande, et d'informer la Commission combien de propriétés seraient affectées au cas où un amendement serait adopté limitant à \$100 l'arpent l'évaluation de toutes les terres en culture dans le quartier St. Denis.

M. P. Wright se présente devant la Commission en rapport avec l'expropriation de la ruelle Roy.

M. Wright est informé que les documents au sujet de cette expropriation sont devant les commissaires et que, à cause de cela, la Commission ne peut rien faire dans le moment.

Il est alors

Résolu: D'inclure dans les avis le mot "expropriations."

(M. l'échevin O'Connell dissident).

La Commission prend alors en considération les projets d'amendements au règlement du pain qui lui ont été référés par le Conseil le 5 décembre, 1910.

Une délégation composée de MM. McKeown, Strachan, Stuart et d'autres maîtres-boulangers, se présente de nouveau devant la Commission et se prononce en faveur du maintien du règlement actuel, en laissant aux membres du Conseil la liberté de changer l'étiquette de la manière qu'ils croiront la plus satisfaisante.

En réponse à M. l'échevin Clément, les délégués déclarent qu'ils seraient prêts à accepter le pain de 4, 2, 1 1-2 et 1 livre, si le Conseil veut absolument changer le règlement actuel.

Le projet d'amendement est alors soumis et lu.

Sect. 1.—Le Section 1 du règlement No. 299, adopté par le Conseil le 3 juin 1903, est abrogée et remplacée par la suivante:

Sect. 1.—Tout pain vendu, ou fabriqué pour être vendu, dans la Cité de Montréal, sera fait avec de la bonne et saine farine, et cuit soit en pains de quatre livres, soit en pain de deux livres, soit en pains de une livre et demie, ou soit en pains de une livre.

M. l'échevin Tétreau propose que les mots "soit en pains de une livre et demie" soient retranchés.

La dite proposition étant mise aux voix, la Commission se partage.

Pour: Tétreau, Dubeau, (2).

Contre: Dandurand, O'Connell, Brodeur et L. A. Lapointe, (4).

Ainsi elle est négative.

La dite section est alors adoptée sur la même division renversée.

Sect. 1a.—Il portera une étiquette de pas moins de 1½ pouce carré, indiquant et son poids exact et sa qualité, ainsi que le nom de celui qui l'a boulangé ou l'a fait boulangier pour son compte.

Cette section est agréée.

Sect. 1b.—Le chiffre indiquant son poids devra avoir un demi pouce carré et être imprimé en caractère gros et lisible.

porte, Chairman of the Citizens' Association, to prepare the draft of redistribution that the Association is desirous to submit, and he promised that this Committee would seriously consider the same.

Mr. Laporte then promised he would comply with said request.

The Secretary was instructed to supply the Secretary of the Citizens' Association with a plan of the different wards and a statement of the number of electors in each ward.

Mr. Jarry, owner of a farm bearing cadastral Nos. 484 and 486, situated in that part of the parish of Sault-au-Recollet, annexed to the City of Montreal, in virtue of by-law No. 360, appeared before the Committee and asked that his farm be valued at \$100 per arpent as land under cultivation.

On motion of Ald. Tétreau, it was

Resolved: That the words "limitation of the valuation of lands under cultivation in St. Denis ward" be inserted in the notices, and that Mr. Jarry be requested to submit his application in writing.

It was also

Resolved: That the assessors be also asked for a report in this connection, and to inform the Committee as to how many properties might be affected if such an amendment should be adopted limiting to \$100 an arpent, the valuation of all lands under cultivation in St. Denis ward.

Mr. P. Wright appeared before the Committee in connection with the expropriation of Roy lane.

Mr. Wright was informed that the documents concerning said expropriation are before the Commissioners and that, for this reason, the Committee cannot take any action for the present.

It was then

Resolved: To include in the notices the word "expropriations" (Ald. O'Connell dissenting).

The Committee then considered the draft of amendments to the by-law *re* bread which were referred to them by the Council, on the 5th December, 1910.

A delegation composed of Messrs. McKeown, Strachan, Stuart and other master-bakers, appeared before the Committee and declared they were in favor of maintaining the present by-law, leaving to the members of Council the liberty to change the label in the way they may deem most satisfactory.

In reply to Ald. Clement, the delegates stated that they were ready to accept loaves of 4 lbs, 2 lbs, 1 1-2 lbs and 1 lb, if the Council is absolutely desirous of amending the present by-law.

The draft of by-law was then submitted and read.

Sect. 1.—Section 1 of said by law No. 299 adopted by the Council on the 3rd June, 1903, is repealed and the following substituted therefor:—

Sect. 1. All bread sold, or manufactured for sale, in the City of Montreal, shall be made of good and sound flour and baked either in loaves of 4 lbs., or in loaves of 2 lbs., or in loaves of 1 1-2 lbs., or in loaves of 1 lb.

Ald. Tétreau moved that the words "or in loaves of one and a half pounds" be struck out

The said motion being put the Committee divided.

Yeas: Tétreau, Dubeau, 2

Nays: Dandurand, O'Connell, Brodeur and L. A. Lapointe—4.

So it passed in the negative.

The said section was then agreed to on the same division reversed.

Sect. 1a.—It shall bear a label not less than 1½ square inches indicating its exact weight and its quality, as well as the name of the baker thereof or of the person for whom it was baked.

Said section was agreed to.

Sect. 1b.—The figure indicating its weight shall measure ¾ of a square inch, and shall be printed in large and legible type.

Sur proposition de M. l'échevin Brodeur,

Il est

Résolu: De remplacer le mot "demi" par les mots "trois-quarts", et que, ainsi amendée, la dite section soit agréée.

Sect. 1c.—Cependant, il pourra être vendu, ou fabriqué pour être vendu, dans la Cité de Montréal, du pain ne pesant pas plus de douze onces, lequel ne portera aucune étiquette.

Sect. 1d.—Il pourra aussi être vendu, ou fabriqué pour être vendu, dans la Cité de Montréal, du pain dont le poids réglementaire, fixé dans la section 1 ci-dessus, ne sera pas excédé, après la cuisson, de plus de deux onces.

Sect. 1e.—Mais il est défendu de vendre, ou de fabriquer pour être vendu, dans la Cité de Montréal, du pain dont le poids réglementaire, après la cuisson, sera excédé de plus de deux onces.

Sect. 1f.—Le présent règlement fera partie du règlement No. 299, tant pour la clause pénale que pour toutes autres fins que de droit.

Sect. 1g.—L'intitulé du règlement No. 299 est amendé en ajoutant, en icelui, après le mot "fabrication" les mots "le poids."

Les dites sections sont agréées.

M. l'échevin Tétreau propose alors d'ajouter à la fin de la Section 1b, les mots suivants:

Toutes les étiquettes devront être conformes à un échantillon préparé et approuvé par le Chef de Police.

Cette proposition étant mise aux voix, la Commission se partage:

Pour: Tétreau, Dubeau et Brodeur—3.

Contre: Dandurand, O'Connell et L. A. Lapointe — 3.

Ainsi elle est négative.

Il est alors

Résolu: De transmettre le dit projet de règlement au Conseil pour son approbation et d'en faire imprimer des copies pour les membres du Conseil.

Soumise une communication de M. Chs. Arnoldi, Asst. Trésorier de la Cité, recommandant les amendements à la charte suivants:

1. Que les articles 396 et suivants, tels qu'amendés ou remplacés par l'acte 7 Edouard VII, chapitre 63, s'appliquent à la vente de propriétés endettées pour taxes immobilières, ordinaires ou spéciales dues à la date de l'annexion dans les municipalités annexées à la Cité de Montréal depuis le 1er mai 1909, et dans celles qui pourront l'être à l'avenir.

2. Que le deuxième paragraphe de l'article 399, tel que remplacé par l'acte Edouard VII, chapitre 63, soit amendé en éliminant l'obligation de mentionner les numéros civiques des propriétés à être annoncées en vente par le Shérif.

3. Ajouter à l'article 484, paragraphe 1, que la juridiction de la Cour du Recorder s'étendra au recouvrement de toutes cotisations, licences, taxes personnelles et taxes d'eau dues à l'époque de l'annexion dans les municipalités annexées à la Cité de Montréal depuis le 1er mai, 1909, et dans celles qui pourront l'être à l'avenir.

Résolu: De donner des avis couvrant ces amendements et de renvoyer cette communication aux avocats de la Cité pour préparer les amendements suggérés.

Soumise une communication du Trésorier de la Cité recommandant d'amender l'article 93 de la charte.

Renvoyée aux Avocats de la Cité.

Soumis un extrait des Minutes du Conseil, assemblée tenue le 5 décembre, 1910, donnant instruction à cette Commission de mettre à l'étude l'inauguration d'un système en vertu duquel les municipalités environnantes seraient assujetties à la métropole pour l'exécution de certains travaux.

Sur proposition de M. l'échevin Dandurand, il est

On motion of Ald. Brodeur, it was

Resolved: To replace the words "a half" by the words "three-quarters," and that, so amended, the said section be agreed to.

Sect. 1c.—It shall however be lawful to sell or to manufacture for sale, in the City of Montreal, loaves of bread not weighing more than 12 ounces, which shall not require any label.

Sect. 1d.—It shall also be lawful to sell, or to manufacture for sale in the City of Montreal, loaves of bread the statutory weight of which fixed in the above section 1, shall not be exceeded, after baking, by more than 2 ounces.

Sect. 1e.—But it is forbidden to sell, or to manufacture for sale, in the City of Montreal, any loaves of bread the statutory weight of which as fixed in the above section 1, after baking, shall be exceeded by more than 2 ounces.

Sect. 1f.—This by-law shall form part of by-law No. 299 as regards the penal clause and to all other intents and purposes.

Sect. 1g.—The title of by-law No. 299 is amended by adding therein, after the word "manufacture," the word "weight."

The said sections were agreed to. Ald. Tétreau then moved that the following words be added at the end of section 1b:—

All the labels to be similar to a sample prepared and approved of by the chief of Police.

The said motion being put, the Committee divided.

Yeas: Tétreau, Dubeau and Brodeur, 3.

Nays: Dandurand, O'Connell and L. A. Lapointe, 3.

So it passed in the negative.

It was then

Resolved: That the said draft of by-law be sent to Council for its approval and that copies of same be printed for the members of Council.

Submitted a communication from Mr. Chs. Arnoldi, Asst. City Treasurer, recommending that the following amendments be made to the Charter:

1.—That articles 306 and seq. as amended or replaced, by act 7 Edward VII, chapter 63, apply to the sale of properties on which ordinary or special assessments are due at the date of the annexation of municipalities annexed to the City of Montreal, from the 1st of May, 1910, and in those to be hereafter annexed.

2.—That the second paragraph of article 309, as replaced by act Edward VII, chapter 63, be amended by doing away with the obligation of mentioning the civic numbers of properties to be advertised for sale by the Sheriff.

3.—To add after article 484, paragraph 1, that the jurisdiction of the recorder's court shall extend to the recovery of any assessment, license, personal tax and water-rate due at the date of the annexation in the municipalities annexed to the City of Montreal from the 1st of May 1909, and in those which may be hereafter annexed.

Resolved: That notices be given covering the said amendments and that the said communication be referred to the City attorneys with instructions to prepare amendments as suggested.

Submitted a communication from the City Treasurer recommending that article 93 of the Charter be amended.

Referred to the City attorneys.

Submitted an extract from the minutes of Council, meeting held on the 5th December, 1910, giving instructions to this Committee to consider the opportunity of inaugurating a system whereby the adjoining municipalities will be subjected to the Metropolis as regards the carrying out of certain works.

Résolu: Afin de couvrir ce cas, d'ajouter dans les avis les mots suivants:

"Fédération des Conseils Municipaux de l'Île de Montréal."

Les suggestions suivantes sont soumises par le Greffier de la Cité:

1. Ne serait-il pas opportun d'amender l'article 289 de façon à permettre aux membres du Conseil de prendre en considération, aux assemblées ajournées, au moins les affaires de routine et, peut-être, quelques questions d'urgence avec le consentement unanime des membres du Conseil?

2. Des amendements sont nécessaires pour donner effet au referendum pour modifier la section 13 afin qu'elle puisse s'appliquer non pas seulement aux propriétaires fonciers mais à tous les électeurs. La section 13 ne parle que du cas où un règlement est soumis aux propriétaires fonciers.

3. Ne serait-il pas opportun de mettre dans la charte une clause pour stipuler qu'aucune règle ou résolution ne pourra être adoptée ou abrogée ou modifiée ou suspendue que de la manière indiquée dans la règle ou le règlement passé à ce sujet? Autrement les restrictions stipulées pour certains cas n'offrent aucune garantie puisqu'on peut les mettre à néant par une simple majorité.

4. Ne serait-il pas opportun de déclarer qu'il ne sera pas nécessaire de faire adopter un règlement chaque fois qu'il est question de faire un emprunt?

Dans certains cas l'obligation de passer un règlement pour emprunter est une cause d'inconvénients.

Quoique les articles Nos. 343 et 344 ne le disent pas, on a toujours cru qu'il fallait un règlement, quoique le règlement ne soit requis que pour les emprunts faits en vertu de l'article 348.

En tout cas, il me semble qu'on devrait, une bonne fois, dire comment les emprunts doivent être faits.

Je propose donc de mettre dans les avis quelques mots pour permettre de faire cet amendement.

Je suis toujours d'opinion qu'on devrait donner au Conseil le droit, dans certains cas d'urgence, d'adopter des résolutions comportant une dépense d'argent, que le temps fera ressortir l'opportunité de cet amendement.

Résolu: De préparer des avis couvrant ces suggestions et de donner instruction aux Avocats et au Greffier de la Cité de préparer des amendements en conséquence et de les soumettre à cette commission.

Soumise et lue une lettre de M. Maxwell Goldstein, avocat, au sujet de l'opportunité d'obtenir de la Législature le droit de vendre à l'amiable les résidus de terrains.

Renvoyée aux Avocats de la Cité pour rapport avec autorisation de mettre ce qui est nécessaire dans les avis pour couvrir la demande de M. Goldstein.

Soumise et lue une communication de M. Jos. Girard demandant que les immeubles cédés en vertu de la loi des expropriations annuelles, soient payés le montant porté au rôle d'évaluation pour l'année courante, plus 20 pour cent.

Renvoyée aux Avocats de la Cité pour examen et rapport.

Soumise une requête des citoyens de l'Avenue Ontario demandant d'amender la charte de la Cité de manière à prohiber l'érection de poteaux sur la dite avenue.

Renvoyée aux Avocats de la Cité pour examen et rapport avec autorisation de mettre dans les avis ce qui est nécessaire pour couvrir cette demande.

Soumise une proposition faite au Conseil par M. l'échevin Larivière à l'effet de changer le nom du quartier Longue Pointe en celui de quartier Dollard.

Résolu: De donner instruction aux Avocats de la Cité de préparer un amendement à la charte dans ce sens et de mettre dans les avis ce qui est nécessaire pour couvrir cet amendement.

Soumise une résolution du Conseil, assemblée tenue le 5 décembre, 1910, à l'effet d'insérer dans les amendements une disposition exemptant les Commissaires d'agir comme jurés.

Résolu: De donner instruction aux Avocats de la Cité de préparer cet amendement et de voir à ce qu'il soit couvert par les avis.

On motion of Ald. Dandurand, it was

Resolved: In order to cover this case, that the following words be added in the notices: "Federation of the municipal councils on the Island of Montreal."

The following suggestions were submitted by the City clerk:

1.—Would it not be advisable to amend article 289 so that the members of the Council may consider, at the adjourned meetings, at least the routine business and, perhaps, some urgent matters with the unanimous consent of the Council?

2. Amendments are necessary to give effect to the referendum so as to change section 13 in order that it may apply not only to real estate owners but to all the voters.—Section 13 refers only to the case of a by-law submitted to real estate owners.

3.—Would it not be advisable to insert in the Charter a clause stipulating that no rule or by-law shall be adopted or repealed or altered or suspended except in the manner shown in the rule or by-law adopted in that connection? Otherwise, the restrictions stipulated for certain cases afford no guarantee since they can be annulled by a mere majority.

4.—Would it not be advisable to declare that it will not be necessary to adopt a by-law each time it is proposed to issue a loan?

In certain cases the necessity of adopting a by-law to issue a loan is a source of great inconvenience.

Although articles Nos. 343 and 344 do not refer to it, we have always thought that a by-law was necessary, although the by-law is required only for the loans issued in virtue of article 348.

At all events, it would seem to me that it should be stated once for all how the loans should be made.

I therefore propose that a few words be inserted in the notices to enable such amendments.

I am still of opinion that the Council should have the right, in certain urgent cases, to adopt resolutions implying the expenditure of money, and in due course of time, the opportunity of said amendment will be shown.

Resolved: That notices covering the said suggestions be prepared and that instructions be given to the City Attorneys and to the City Clerk to draft amendments accordingly and submit same to this Committee.

Submitted and read a letter from Mr. Maxwell Goldstein, advocate, anent the opportunity of obtaining from the Legislature the right to sell amicably the residues of lots.

Referred to the City Attorney for a report and that they be authorized to insert in the notices what may be necessary to cover Mr. Goldstein's request.

Submitted and read a communication from Mr. Jos. Girard asking that the properties ceded in virtue of the laws concerning annual expropriations be paid the amount mentioned on the assessment roll for the current year, plus 20 per cent.

Referred to the City Attorney for examination and report.

Submitted a petition from citizens, Ontario avenue, asking that the City Charter be amended so as to prohibit the erection of poles on said avenue.

Referred to the City Attorneys for examination and report with authority to insert in the notices the necessary wording to cover the said request.

Submitted a motion which was made to Council by Ald. Larivière asking that the name of Longue-Pointe ward be changed into that of Dollard ward.

Resolved: That the City attorneys be instructed to prepare an amendment to the Charter in that sense and to insert in the notices the necessary wording to cover said amendment.

Submitted a resolution from Council, meeting held the 5th December, 1910, asking for the insertion in the amendments of a provision exempting the commissioners from acting as jurors.

Resolved: That instructions be given to the City Attorneys to prepare said amendment and to see that the same is covered by the notices.



Soumise une résolution du Conseil du 14 novembre, 1910, au sujet de l'expropriation des chemins à barrières.

Résolu: De donner instructions aux Avocats de la Cité de préparer un amendement à ce sujet et de voir à ce qu'il soit couvert par les avis.

Soumise un résolution du Conseil du 21 novembre, 1910, au sujet de la fusion des chartes des différentes compagnies de tramways qui sont exploitées par la Compagnie des Tramways de Montréal.

Résolu: De donner instruction aux Avocats de la Cité de voir à ce que cette question soit couverte par les avis.

Soumis et lus les documents suivants:

(a) Extrait des minutes du Conseil, assemblée tenue le 28 novembre, 1910, renvoyant à cette Commission un rapport du Bureau des Commissaires au sujet d'une demande faite par M. l'échevin Clement au sujet de l'opportunité d'entretenir les ruelles avec de la cendre.

Renvoyé aux Avocats de la Cité afin de savoir si la Cité peut adopter un règlement à ce sujet.

(b) Résolution adoptée par la Société de la Fermeture à bonne heure s'opposant à la demande de l'Association Pharmaceutique pour faire amender le règlement de la fermeture à bonne heure.

Renvoyée aux Avocats de la Cité.

(c) Le projet d'avis suivant:

#### AVIS.

La Cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Règlementation des enseignes lumineuses; qualification du maire et des échevins; qualification des électeurs; élections; arrondissements de votation; comités électoraux, bureaux de renseignements; avis aux électeurs; division des quartiers ayant plus de 6,000 électeurs; ratification d'une résolution accordant \$5,000 aux sinistrés de Campbellton; postes de cochers.

Approuvé et

Résolu: D'ajouter ce qui suit:

Autonomie Municipale; finances et administration; emprunts et emploi d'iceux; rôles d'évaluation et de répartition; expropriations; annexions; taxes et licences.

Ajournement.

JULES CREPEAU,

Asst. Greffier de la Cité.

### COMMISSION SPECIALE re REGLEMENT DES DIFFICULTES ENTRE LA CITE ET LA COMPAGNIE DES TRAMWAYS

Compte rendu de l'assemblée du 7 décembre.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Gauvin, Emard, Drummond, Prud'homme, Larivière, Bastien, Monahan, Boyd, Tétreau.

Assistent aussi à l'assemblée: Son Honneur le Maire, MM. les échevins Deguire, Garceau, Lussier, M. E. A. Robert, président de la Compagnie des Tramways, Duncan McDonald, gérant, et J. L. Perron, C.R., aviseur légal.

Les minutes des deux dernières séances sont lues et approuvées.

Est lue de nouveau la résolution adoptée par le Conseil le 28 novembre, 1910, nommant cette Commission.

M. Robert déclare à la Commission qu'il a pris connaissance du memorandum des demandes préparées par cette Commission et que l'établissement des nouvelles lignes de tramways demandées entraînerait pour la Compagnie une dépense d'au-delà de \$3,000,000; que 90 pour cent des lignes demandées ne rapporterait pas de revenu suffisant pour payer les dépenses d'exploitation.

Il ajoute que, en vertu du contrat actuel, la Cité n'a pas le droit d'exiger l'établissement de la plus grande partie des lignes mentionnées dans son memorandum.

M. l'échevin Emard demande à M. Robert s'il pourrait

Submitted also a resolution from Council, dated the 14th November, 1910, anent the expropriation of toll gates.

Resolved. That instructions be given to the City attorneys to prepare an amendment to that effect and see that the same is covered by the notices.

Submitted a resolution from Council, dated the 21st November, 1910, anent the opportunity of amalgamating the charters of the different street railways which are operated by the Montreal Street Railway Co.

Resolved: That the City Attorneys be instructed to see that this is covered by the notices.

Submitted and read the following documents:

(a) Extract from the minutes of Council dated to 28th November, 1910, referring to this Committee a report from the Board of Commissioners in connection with a motion from Ald. Clement anent the opportunity of keeping lanes in good order with ashes.

Referred to the City Attorneys so as to ascertain whether the City can adopt a by-law to that effect.

(b) Resolution adopted by the Early Closing Society objecting to the request made by the Pharmaceutical Association to amend by-law concerning the early closing.

Referred to the City attorneys.

(c) The following draft of notices:—

#### NOTICES.

Notice is given by the City of Montreal that it shall apply to the Legislature of this Province, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Regulation of illuminated signs; qualification of the Mayor and Aldermen, qualification of electors; elections; polling districts; electoral committees, intelligence bureaus, notices to electors; division of wards having over 6,000 voters; ratification of a resolution granting \$5,000 to the sufferers by fire at Campbellton; cabstands.

Approved of, and

Resolved: To add the following: Municipal autonomy, finances and administration, loans and proceeds thereof how to be applied, assessment and apportionment rolls, expropriations, annexations, taxes and licenses.

Adjourned.

JULES CREPEAU.

Asst. City Clerk.

### SPECIAL COMMITTEE re SETTLEMENT OF DIFFERENCES BETWEEN THE CITY AND THE STREET RY. CO.

Report of meeting held the 7th December.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, chairman, Gauvin, Emard, Drummond, Prud'homme, Larivière, Bastien, Monahan, Boyd, Tétreau.

His Worship the Mayor and Ald. Deguire, Garceau, and Lussier, Mr. E. A. Robert, president of the Street Railway Co., Duncan McDonald, Manager, and J. L. Perron, K. C., legal adviser were also present.

The minutes of the two last meetings were read and confirmed.

The resolution adopted by the Council, on the 28th Nov., 1910, appointing this Committee, was again read.

Mr. Robert stated, to the Committee that he had taken communication of the memorandum prepared by this Committee, and that the establishment of the new car routes asked for would entail for the Company an expenditure of over \$3,000,000. That 90 per cent. of the lines asked for would not return a revenue sufficient to pay the running expenses.

He added that, in virtue of the present contract, the City had no right to order the establishment of most of the lines mentioned in its memorandum.

Ald. Emard asked Mr. Robert if he could point out the

désigner les lignes qui sont couvertes par le règlement et celles qui ne le sont pas.

M. Robert répond que certaines lignes demandées sont en partie couvertes par le règlement actuel et que d'autres parties touchent à des territoires qui sont exploités par d'autres compagnies.

M. Robert fait valoir qu'il serait nécessaire de faire un nouvel arrangement. Que les conditions qui existent aujourd'hui sont bien différentes de celles qui existaient en 1892, et que les clauses du règlement actuel ne répondent plus aux besoins de la Cité et de la Compagnie. Il ajoute que la Compagnie est prête à s'en tenir à son contrat avec la Cité mais qu'il faut nécessairement discuter les conditions d'un nouvel arrangement pour accorder à la Cité ce qu'elle demande et pour rencontrer les besoins actuels du service.

Après une discussion assez longue avec les représentants de la Compagnie, la Commission demande à M. Robert de répondre par écrit à la lettre qui lui a été transmise le 5 décembre courant.

M. Robert promet d'envoyer cette réponse immédiatement.

La Commission donne instruction au Secrétaire de préparer, aussitôt que la dite compagnie aura envoyée sa réponse, si dans cette réponse elle manifeste le désir d'obtenir une extension de franchise, un rapport au Conseil demandant d'être autorisé, si le dit Conseil juge qu'il est opportun de donner cette autorisation, à continuer les négociations sur les bases suggérées par la Compagnie des Tramways

Ajournement.

JULES CREPEAU,  
Asst. Greffier de la Cité.

### COMMISSION SPECIALE re INSTITUTIONS POUR IND.CENTS.

Compte rendu de l'assemblée du 9 décembre.

Sont présents: MM. les échevins Clément, L. A. Lapointe, Turcot, Mayrand, Gauvin et Letourneau.

Il est

Résolu: Que M. l'échevin Clément soit nommé président de cette Commission.

En conséquence, M. l'échevin Clément prend le fauteuil.

1.—Soumis et lus les documents suivants:

(a) Extrait du procès-verbal du Conseil constituant cette Commission.

(b) Extrait du procès-verbal du Conseil renvoyant à cette Commission une partie de certain rapport de la Commission re établissement d'un service de secours à domicile.

Déposés sur le bureau.

2.—La Commission prend alors en considération la question de l'établissement de refuges municipaux.

Sont entendus à ce sujet, MM. le Dr. J. E. Laberge, officier médical en chef du département des maladies contagieuses, le sous-chef du département des maladies propriétaires d'un refuge de nuit, Albert Chevalier, du département de l'Assistance Municipale, et J. O. Fournier, trésorier de l'Assistance Publique.

Au cours de la discussion, les représentants de l'Assistance Publique proposent qu'un fonctionnaire municipal soit nommé membre du bureau de direction de cette institution, ce qui permettrait à la Cité de contrôler l'emploi des deniers qu'elle souscrit à cette oeuvre.

Après délibération, la Commission en arrive à la conclusion que les refuges de nuit existant dans la ville ne sont pas en nombre suffisant et qu'il serait opportun de construire des maisons de refuges municipales.

Il est, en conséquence, sur la proposition de M. l'échevin L. A. Lapointe,

Résolu: De recommander fortement au Conseil que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier les moyens à prendre pour établir des refuges municipaux et que,

lines which are covered by the by-law and those which are not.

Mr. Robert replied that certain required lines are partly covered by the present by-law and that other parts are within territories operated by other companies.

Mr. Robert urged the advisability of making a new agreement. That the conditions prevailing at the present time were very different from those existing in 1892 and, that the terms of the by-law do not meet the present requirements of both the City and Company. He furthermore stated that the Company were prepared to stand by its contract with the City, but, that the conditions of a new agreement must be discussed with a view of granting the City's requirements and of meeting the present needs of the service.

After a lengthy discussion with the representatives of the Company, the Committee requested Mr. Robert to reply in writing to the letter which was sent to him on the 3rd of December instant.

Mr. Robert promised to reply immediately.

The Committee then instructed the Secretary, upon receipt of the Company's reply to the effect that they desire to obtain an extension of franchise, to prepare a report to Council asking for authority, should Council deem it advisable to give said authorization, to continue the negotiations on the basis suggested by the Street Railway Co., and to discuss the question with said Company.

Adjourned.

JULES CREPEAU,  
Asst. City Clerk.

### SPECIAL COMMITTEE re INSTITUTIONS FOR DESTITUTE PERSONS.

Report of meeting held on the 9th December.

Present: Aldermen Clément, L. A. Lapointe, Turcot, Mayrand, Gauvin and Letourneau.

Resolved: That Ald. Clément be appointed Chairman of this Committee. Ald. Clément accordingly took the chair.

1.—Submitted and read the following documents:

(a) Extract from the minutes of Council appointing this Committee.

(b) Extract from the minutes of Council referring to this Committee part of a certain report from the Committee re Outdoor Relief Service.

Laid on the table.

2.—The Committee then considered the question of establishing municipal refuges.

Were heard in this connection: Dr. J. E. Laberge, chief medical officer of the contagious diseases department, sub-chief of police J. Hebert, Mr. R. Ouimet, owner of night refuge, Albert Chevalier, from the Municipal Assistance department and Mr. J. O. Fournier, treasurer of the Public Assistance.

In the course of the discussion, the representatives of the "Public Assistance" moved that a municipal official be appointed a member of the board of directors of said institution, which would enable the City to control the expenditure of money which it grants for said work.

After due deliberation, the Committee came to the conclusion that the night refuges existing in the City are not sufficient in number and that it would be advisable to construct municipal houses of refuge.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, it was accordingly.

Resolved: To earnestly recommend to Council that the Board of Commissioners be requested to consider the measures to be taken in order to establish municipal houses

en attendant la solution de cette importante question, le dit Bureau soit prié d'augmenter, d'une manière substantielle, le chiffre des allocations accordées aux différentes maisons de refuge, aux hospices et autres institutions de ce genre; de recommander de plus que le Bureau des Commissaires soit prié de pourvoir à ce que les postes de police, qui seront construits à l'avenir, soient pourvus d'une salle spéciale, destinée à abriter les indigents pendant la nuit.

Ajournement.

A. CHEVALIER,  
*Secrétaire.*

### COMMISSION SPECIALE re MONTREAL AGRANDI

Compte rendu de l'assemblée du 15 décembre.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, Clément, Gauvin, Leclaire, Tétreau, Dubeau, Boyd, Mayrand, O'Connell, Dandurand.

Sur la proposition de M. l'échevin L. A. Lapointe, il est

Résolu: Que M. l'échevin Boyd soit nommé président de cette Commission.

En conséquence, M. l'échevin Boyd prend le fauteuil.

1. Soumise et lue copie d'une résolution du Conseil en date du 28 novembre dernier, constituant cette Commission.

Déposée aux archives.

2. Soumise et lues (1) copie d'une lettre en date du 30 novembre 1910, transmise par le Sous-Greffier, en conformité de la résolution ci-dessus, aux autorités municipales de la banlieue, (2) réponses à cette lettre de certaines municipalités.

3. La Commission prend en considération la question du "Montréal-Agrandi" et, après discussion,

M. l'échevin Dandurand propose:

Que toutes les municipalités de la banlieue soient de nouveau invitées à venir rencontrer cette Commission pour étudier avec elle le projet d'une fédération des conseils municipaux.

Et, un débat s'engageant,

M. l'échevin L. A. Lapointe propose en amendement:

Attendu que 15 municipalités seulement ont répondu à la lettre du Sous-Greffier, sur les 31 auxquelles cette lettre a été adressée le 30 novembre dernier;

Attendu que, sur ce nombre de 15, sept municipalités ont refusé de s'aboucher avec votre Commission et que cinq des huit municipalités qui consentent à une entrevue, se déclarent opposés au projet de l'annexion;

Attendu que le défaut de 16 des conseils municipaux de répondre à l'invitation et la teneur des 15 réponses reçues indiquent clairement que le sentiment général des municipalités suburbaines est opposé à tout projet d'annexion ou de fédération des conseils municipaux;

Qu'il soit Résolu:

De faire rapport au Conseil que cette Commission ne croit pas opportun, dans les circonstances, d'étudier, pour le présent, la question du Montréal-Agrandi ou d'une fédération des conseils municipaux.

Cet amendement étant mis au voix, la Commission se partage:

Pour: MM. les échevins Tétreau, L. A. Lapointe, Leclaire, Clément, Mayrand, Dubeau et Gauvin—7.

Contre: MM. les échevins Boyd et Dandurand—2.

Ainsi ledit amendement est affirmatif et il est

Résolu: En conséquence.

Ajournement.

J. E. GAUTHIER,  
*Secrétaire*

of refuge, and that, pending the solution of this important question, the said Board be requested to increase, substantially the grants to the different houses of refuge, hospices and other similar institutions; furthermore, to recommend that the Board of Commissioners be requested to see that the police stations, to be erected hereafter be provided with a special hall, intended to shelter destitute persons during the night.

Adjourned.

A. CHEVALIER,  
*Secretary.*

### SPECIAL COMMITTEE re GREATER MONTREAL

Report of meeting held the 15th. December.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Clément, Gauvin, Leclaire, Tétreau, Dubeau, Boyd, Mayrand, O'Connell, Dandurand.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, it was

Resolved: That Ald. Boyd be appointed chairman of this Committee.

1. Submitted and read copy of a resolution from Council dated the 28th November last, appointing this Committee.

Filed of record.

2. Submitted and read (1) copy of a letter dated the 30th November 1910, sent by the City Clerk, in compliance with the above resolution, to the Municipal authorities of the outskirts, (2) replies from certain municipalities.

3. The Committee then considered the question of the "Greater Montreal", and, after discussion,

Ald. Dandurand moved

That all the municipalities of the outskirts be again invited to meet with this Committee so as to consider the project of a federation of the municipal Councils.

And, a debate arising.

Ald. L. A. Lapointe, moved in amendment,

Inasmuch as 15 municipalities only have replied to the letter of the Asst. City Clerk, out of the 31 to which said letter was addressed on the 30th November last;

Inasmuch as, out of the said fifteen municipalities, seven have declined to meet your Special Committee, and five of the eight municipalities accepting the invitation, have declared themselves opposed to annexation;

Inasmuch as the fact of 16 municipal councils failing to reply to the letter above referred to and the substance of the 15 replies received clearly show that the general feeling in the suburban municipalities is opposed to all project of annexation or federation of the municipal councils;

Be it Resolved:

That a report be made to Council stating that this Committee have come to the conclusion that it was not advisable, under the circumstances, to study the question of the "Greater Montreal" or the federation of the municipal councils at present.

This amendment being put, the Committee divided:

Yeas: Ald. Tétreau, L. A. Lapointe, Leclaire, Clément, Mayrand, Dubeau and Gauvin—7.

Nays: Ald. Boyd and Dandurand—2.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

Adjourned.

J. E. GAUTHIER,  
*Secretary.*

**COMMISSION SPECIALE re FONDS DE PENSION**

Compte rendu de l'assemblée du 19 décembre.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, président, Larivière, O'Connell, Robinson et Turcot.

La Commission prend en délibération le projet de fonds de pension soumis par Monsieur B. Hal Brown, et il est

Résolu: De soumettre le dit projet au Conseil en recommandant qu'il soit renvoyé au Bureau des Commissaires pour examen et rapport.

Ajournement.

R. BAUSET,  
Sous-Greffier de la Cité.

**CONSEIL MUNICIPAL**

ASSEMBLEE SPECIALE DU 19 DECEMBRE, 1910.

**ORDRE DU JOUR.****RAPPORTS.**

1. *Bureau des Commissaires.*—Pour permettre à M. James Morgan d'ériger un garage. (5 Décembre.)
2. *Bureau des Commissaires.* — Pour augmenter les allocations aux hôpitaux Alexandra et St-Paul. (12 décembre.)
3. *Bureau des Commissaires.* — Pour payer un bonus de \$1,000 à MM. John W. Peck & Cie. (12 décembre.)

**MOTIONS.**

4. *Tétreau.* Pour abroger la règle 117 re travail en régie. (28 Novembre.)
5. *Tétreau.* — Pour payer un traitement uniforme aux évaluateurs. (12 décembre.)

**REGLEMENTS.**

6. 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No 270, concernant la voirie. (21 février.) (Dandurand.) (Imprimé.)
7. 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No 299 re pain. (14 mars.) (Clément.) (Imprimé.)
8. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement à l'effet d'exproprier la Compagnie "Montreal Water & Power Co." (14 février.) (N. Lapointe.)
9. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement codifiant les règlements re taxes. (21 février.) (L. A. Lapointe.)
10. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 49 et 362 re voûtes. (21 février.) (Robinson.)
11. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No 210 re Cie des tramways. (28 février.) (Prud'homme.)
12. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement concernant les édifices sur la rue Bishop. (19 mai.) (Ward.) (Imprimé.)
13. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement prohibant la construction d'écuries dans certaines parties de la Ville. (20 juin.) (Dubeau.)
14. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement amendant le règlement No 395, concernant la vente des journaux. (Tétreau.) (13 Juillet.)
15. 1<sup>re</sup>, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> lectures d'un règlement re salles de vues animées. (Dandurand.) (13 Juillet.)

**SPECIAL COMMITTEE re PENSION FUND**

Report of Meeting held the 19th December.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, chairman, Larivière, O'Connell, Robinson and Turcot.

The Committee considered the draft of the proposed civic pension fund submitted by Mr. B. Hal Brown, and it was

Resolved: That the said draft be submitted to Council recommending that it be referred to the Board of Commissioners for examination and report.

Adjourned.

R. BAUSET,  
Asst. City Clerk.

**CITY COUNCIL**

SPECIAL MEETING OF DECEMBER 19th, 1910.

**ORDER OF THE DAY.****REPORT.**

1. *Board of Commissioners.*—To allow Mr. James Morgan to erect a garage at No. 5 Park Ave. (5th Dec.)
2. *Board of Commissioners.* — To increase grants to Alexandra and St-Paul hospitals. (12th Dec.)
3. *Board of Commissioners.* — To pay bonus of \$1,000. to Messrs. John W. Peck & Co. (12th Dec.)

**MOTIONS.**

4. *Tétreau.* To repeal Rule 117 re day labor. (28th Nov.)
5. *Tétreau.* — To pay uniform salaries to assessors. (12th Dec.)

**BY-LAWS.**

6. 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to amend by-law No 270 re streets. (21st February.) (Dandurand.) (Printed.)
7. 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to amend by-law No 299 re bread. (14th March.) (Clément.) (Printed.)
8. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to expropriate the Montreal Water and Power Co. (14th February.) (N. Lapointe.)
9. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to codify by-laws re taxes. (21st February.) (L. A. Lapointe.)
10. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to amend by-laws Nos 49 and 362 re vaults. (21st February.) (Robinson.)
11. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to amend by-law No 210 re M. S. Ry. Co. (28th February.) (Prud'homme.)
12. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to regulate buildings on Bishop Street. (19th May.) (Ward.) (Printed.)
13. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to prohibit the erection of stables in certain parts of the City. (20th June.) (Dubeau.)
14. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law to amend by-law No 395 concerning sale of newspapers. (Tétreau.) (13th July.)
15. 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> reading of a by-law re moving picture establishments (Dandurand.) (13th July.)

16. 1re, 2ème et 3me lecture d'un règlement régissant la construction des édifices sur certaines rues. (Leclaire) (20 octobre.)
17. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 313 re taxes. (2 septembre.) (Tétreau.)
18. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 352 concernant les égouts. (2 septembre.) (Tétreau.)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 356 concernant les marchands d'effets d'occasion. (2 septembre.) (Tétreau.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la construction des édifices sur la rue Angers. (10 octobre.) (Judge.)
21. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 296 concernant les marchés. (17 octobre.) (Deguire.)
22. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 401 re circulation. (20 octobre.) (Tétreau.)
23. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la construction des édifices sur certaines rues. (20 octobre.) (Drummond.)
24. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la "Dominion Oil Cloth Co." de construire un pont. (20 octobre.) (Roux.)
25. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 404 concernant les enseignes électriques. (28 octobre.) (Lapointe, L. A.)
26. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 163 concernant les cochers de place. (28 octobre.) (Lapointe, L. A.)
27. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de permettre aux enfants de se servir de patins à roulettes. (28 octobre.) (Tétreau.)
28. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la construction des édifices sur le Parc Valois. (28 octobre.) (Mayrand.)
29. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'établir un département des travaux publics. (22 septembre.) (Brodeur.)
30. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$5,000,000 pour la construction de conduits souterrains. (27 septembre.) (Lapointe, L. A.)
31. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,000,000 pour former un capital de roulement (14 novembre.) (Lapointe L. A.)
32. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,000,000 pour l'agrandissement de l'aqueduc. (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
33. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$4,500,000 pour certains travaux, etc., (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
34. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,500,000, pour l'établissement d'une usine de filtration (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
35. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour un emprunt de \$1,000,000 pour l'établissement d'une usine d'éclairage. (14 novembre.) (Lapointe, L. A.)
36. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No 367 re taxe d'eau. (21 Novembre.) (Leclaire.)
37. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant la construction des édifices dans le quartier Notre-Dame de Grâce. (21 Novembre.) (Marcil.)
38. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement pour régler la circulation dans l'Avenue Westmount. (21 Novembre.) (Prud'homme.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate the erection of buildings in certain streets. (Leclaire). (20th October.)
17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 313 re taxes. (2nd Sept.) (Tétreau.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 352 re sewers. (2 Sept.) (Tétreau.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 356 re second hand dealers. (2nd Sept.) (Tétreau.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on Angers street. (10th Oct.) (Judge.)
21. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 re markets. (17th Oct.) (Deguire.)
22. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 401 re traffic. (20th Oct.) (Tétreau.)
23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on certain streets. (20th Oct.) (Drummond.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow Dom. Oil Cloth Co. to erect a bridge. (20th Oct.) (Roux.)
25. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 404 re electric signs. (28th Oct.) (Lapointe, L. A.)
26. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 163 re cabmen. (28th Oct.) (Lapointe, L. A.)
27. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow children to use roller skates. (28th Oct.) (Tétreau.)
28. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate buildings on Park Valois. (28th Oct.) (Mayrand.)
29. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to establish a public works department. (22nd Sept.) (Brodeur.)
30. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$5,000,000 to construct underground conduits. (27th Sept.) (Lapointe, L. A.)
31. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,000,000 for working capital. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
32. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,000,000, for enlargement of aqueduct. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
33. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$4,500,000, for certain works, etc. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
34. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,500,000, for a filtration plant. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
35. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law for a loan of \$1,000,000 for a lighting plant. (14th Nov.) (Lapointe, L. A.)
36. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend No 367 re water rate. (21st Nov.) (Leclaire.)
37. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law re buildings in Notre-Dame de Grâce Ward. (21st Nov.) (Marcil.)
38. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate traffic in Westmount Ave. (28th Nov.) (Prud'homme.)

## SUR LE BUREAU

## ON THE TABLE

Rapport du Bureau des Commissaires. — Re fret, (28

Report of Board of Commissioners. — Re freight. (28th

novembre) *Législation* — Recommandant certains amendements au règlement *re pain*. (12 décembre). Lettre du Club Ouvrier de la Partie Nord *re pain*. (12 décembre). *Rapport du Bureau des Commissaires*. — *Re achat de la Cie. M. W. & P.* (12 décembre).

L. O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

### CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 19 décembre.

Son Honneur, le Maire, l'Honorable J.-J.-E. Guerin, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcell, Judge, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Deguire, Drummond et MM. les Commissaires Ainey, Dupuis, Lachapelle et Wanklyn.

Le procès verbal de la dernière assemblée est lu et approuvé.

#### REQUETES, ETC.

1.—De M. Jacob A. Jacobs, demandant qu'il lui soit permis de vendre de la gazoline au No. 1014 de la rue Dorchester.

2.—De M. M. G. Ecrement, Secrétaire-Trésorier de la ville de Maisonneuve, au sujet de l'ouverture de la rue Sherbrooke.

3.—Du Bureau des Commissaires des Chemins de Fer *re construction d'un embranchement par le C.P.R. pour traverser la rue Saint-Patrice.*

4.—De M. A. L. Gareau, demandant que le Conseil s'intéresse à la question de l'amélioration des chemins.

5.—De M. T. Petras, demandant la position de jardinier en chef de la Cité.

6.—De M. R. Stanley Bagg, au sujet de certains travaux sur la rue Sherbrooke.

7.—De contribuables de la rue Parker demandant une lumière à arc.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

8.—De la loge King Edward (Loyal Orange Order), Vancouver, protestant contre la manière d'agir du Conseil *re Maire Nathan, de Rome.*

9.—De la famille, de feu l'échevin Resther remerciant le Conseil pour ses sympathies.

Déposées aux archives.

#### MOTIONS.

10.—Sur proposition de M. l'échevin LAMOUREUX, appuyé par M. l'échevin DANDURAND, il est

*Résolu:* Afin de hâter la solution de la question de l'établissement illégal d'un marché public, aux Nos. 572 et 574 St. Dominique, qu'une Commission Spéciale composée de MM. les échevins L. A. Lapointe, Dandurand, Dubeau, et Leclair soit nommée pour voir à ce que l'on procède avec toute la diligence nécessaire pour arriver à faire disparaître ce marché qui existe contrairement aux règlements municipaux et qui peut entraîner de lourdes pertes de revenu pour la Ville, avec instructions de faire au Conseil toute suggestion ou recommandation qu'elle croira opportune à ce sujet.

11.—M. l'échevin EMARD, appuyé par M. l'échevin BASTIEN,

*Proposé:* Etant donné que la Compagnie de chemin de fer "Urbain de Montréal" a négligé et refusé et refuse et néglige de se conformer aux ordres du Conseil, de prolonger ses voies ferrées dans certains territoires annexés à la Cité de Montréal et non déjà pourvus de chars électriques et de fournir à ces territoires le même service qu'à la Cité, et d'établir de nouvelles routes ordonnées par certaines résolutions de ce Conseil, où le service public l'exige;

Nov.) *Legislation*—Offering amendments to by-law *re bread* (12th Dec.) Letter of Club Ouvrier de la Partie Nord *re bread by-law.* (12th Dec.) *Report of Board of Commissioners.*—*Re acquisition of M. W. & P. Co.* (12th Dec.)

L. O. DAVID,  
City Clerk.

### CITY COUNCIL

Report of Special Meeting, held the 19th December.

His Worship the Mayor, Hon. J. J. E. Guerin, in the chair.

Present: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Lamoureux, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Gauvin, Brodeur, Dubeau, Garceau, Monahan, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Marcell, Judge, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Deguire, Drummond, and Messrs. Ainey, Dupuis, Lachapelle and Wanklyn, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

#### PETITIONS, ETC.

1.—From Jacob A. Jacobs, for leave to sell gasoline at No. 1014 Dorchester St.

2.—From M. G. Ecrement, Secretary-Treasury Town of Maisonneuve, anent the opening of Sherbrooke St.

3.—From Board of Ry. Commissioners, *re construction of a spur by the C.P.R. Co., across St. Patrick St.*

4.—From A. L. Gareau, asking that the Council look into the question of improved roads.

5.—From T. Petraz, to be appointed head gardener of the City.

6.—From R. Stanley Bagg, concerning certain works on Sherbrooke St.

7.—From Ratepayers Parker St., for an arc lamp.

Referred to Board of Commissioners.

8.—From King Edward Lodge (Loyal Orange Order), Vancouver, protesting against Council's action *re Mayor Nathan, of Rome.*

9.—From Family of the late Ald. Resther, thanking Council for sympathy extended.

Filed of record.

#### MOTIONS.

10.—On motion of Ald. LAMOUREUX, seconded by Ald. DANDURAND, it was

*Resolved:* That in order to expeditiously settle the question of the illegal establishment of a public market at Nos. 572 and 574 St. Dominique Street, a Special Committee, composed of Aldermen L. A. Lapointe, Dandurand, Dubeau and Leclair, be appointed to see that the necessary measures are taken without delay in order to remove such market, which exists, contrary to the municipal by-laws, and which may entail a heavy loss of revenue to the City, with instructions to make to the Council the suggestions and recommendations as they may deem advisable in the premises.

11.—Ald. EMARD moved, seconded by Ald. BASTIEN.

Whereas the M.S.R. Co. have failed and refused and still fail and refuse to extend, as ordered by the Council, their lines in certain territories annexed to the City of Montreal and not already provided with electric cars and to give such territories the same service as that given to the City and to establish the new routes ordered by certain resolutions of this Council, where the public service requires it;

Et il est

*Résolu*: Que l'avocat de la Cité soit prié de donner pour la prochaine assemblée son opinion sur le droit que peut avoir ce Conseil d'annuler le contrat passé avec la dite Compagnie, sous l'autorisation et en vertu du règlement No. 210.

12.—Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin LETOURNEAU, il est

*Résolu*: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier ou faire examiner

(1) Le règlement No. 274 de la Cité de Montréal *re* Compagnie du Terminal, ainsi que tous amendements à ce règlement;

(2) Les règlements passés avec la Compagnie du Terminal par les ci-devant municipalités de Tétraultville, Beauvillage et Longue Pointe;

(3) Le contrat intervenu entre la Compagnie du Terminal et M. Pierre Tétrault et le transport par ce dernier du dit contrat à la ci-devant municipalité de Tétraultville;

(4) Les règlements ou contrats entre les ci-devant municipalités de Longue Pointe, Beauvillage et Tétraultville et la Compagnie Suburban Tramway & Power Co., dont le nom a été changé en celui de "Public Service Corporation" à la dernière session de la Législature.

Messieurs les Commissaires soient priés de voir à ce que chacune des clauses des dits règlements soient respectés.

13.—Sur proposition de l'échevin L.-A.-LAPOINTE, appuyée par l'échevin O'CONNELL, il est

*Résolu*: Que les membres du Conseil ont appris avec un profond regret le décès de Madame Leclaire, mère de leur estimé collègue, l'échevin Leclaire, et ils offrent à ce dernier l'expression de leurs sincères condoléances dans le malheur qui l'a frappé.

14.—M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND,

*Propose*: Vu qu'un grand nombre d'ouvriers, contribuables de la Cité de Montréal, sont sans travail;

Que l'exécution immédiate à la journée des canaux d'égoûts demandés par les propriétaires de la paroisse de St. Jean Berchmans dans le quartier St. Denis, fournirait de l'ouvrage à un grand nombre d'ouvriers;

Que les ingénieurs du département des chemins retardent de fournir au Conseil et aux Commissaires un estimé du coût de la confection de ces travaux;

Et il est

*Résolu*: Que le Bureau des Commissaires soit prié de donner instruction au surintendant du département de la Voirie de préparer sans délai un estimé des six égoûts demandés par les contribuables de St. Jean Berchmans et de l'égoût collecteur dans lequel devront se décharger ces égoûts, de façon à être en état de faire rapport au Conseil d'ici huit jours.

15.—Sur proposition de M. l'échevin DUBEAU, appuyée par M. l'échevin CLEMENT, il est

*Résolu*: Que le Conseil s'adresse à la Législature à sa prochaine session pour obtenir le pouvoir de passer un règlement à l'effet d'imposer les taximètres aux voitures de place, et que le greffier reçoive instruction de voir à ce que ceci soit couvert par les avis.

16.—Par M. l'échevin N. LAPOINTE, *re* expropriation de la rue Notre-Dame Ouest.

Les questions suivantes sont posées au Bureau des Commissaires, avec prière d'y répondre,

17.—Par M. l'échevin EMARD au sujet du service des tramways.

18.—Par M. l'échevin JUDGE, au sujet de l'établissement d'une voie d'évitement sur la rue Church.

19.—Par M. l'échevin DRUMMOND, au sujet du service des tramways, sur la rue Masson.

#### RAPPORTS.

20.—Du Bureau des Commissaires, transmettant un rapport des Avocats de la Cité au sujet du Forum.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Ward.

And it was

*Resolved*: That the Law Department be requested to give for the next meeting their opinion as to the right which this Council may have to annul the contract entered into with the said Company, under the authority and in virtue of by-law No. 210.

12.—On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. LETOURNEAU, it was

*Resolved*: That the Board of Commissioners be requested to consider or have an official examine:

(1) The by-law No. 274 of the City of Montreal *re* Terminal Ry. Co., as well as all amendments to such by-law;

(2) The by-laws passed with the Terminal Co., by the former municipalities of Tétraultville, Beauvillage and Longue Pointe;

(3) The contract entered into between the Terminal Co. and Mr. Pierre Tétrault, and the transfer by the letter of said contract to the former municipality of Tétraultville;

(4) The by-laws or contracts between the former municipalities of Longue Pointe, Beauvillage and Tétraultville and the Suburban Tramway & Power Co., whose name was changed to that of "Public Service Corporation," at the last session of the Legislature.

The Commissioners are requested to see that each of the clauses of said by-laws be complied with.

13.—On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

*Resolved*: That the members of the Council have learned with deep regret of the demise of Mrs. Leclaire, mother of their esteemed colleague, Ald. Leclaire, and they beg to offer to the latter the expression of their sincere sympathy in his sad bereavement.

14.—Ald. TETREAU moved, seconded by Ald. MALRAND,

Whereas many laborers, rate-payers of the City of Montreal are without employment;

Whereas the immediate construction, by day work, of the sewers asked for by the proprietors of the Parish of St. Jean Berchmans, in St. Denis Ward, would provide work for a large number of laborers;

Whereas the engineers of the Road Dept. have not yet submitted to the Council an estimate of the cost of such works: and it was

*Resolved*: That the Board of Commissioners be requested to give instructions to the City Surveyor, to prepare without delay an estimate of the cost of the 6 sewers asked for by the rate-payers of St. Jean Berchmans and of the main sewer into which these sewers are to empty, so as to be in position to report to Council within 8 days.

15.—On motion of Ald. DUBEAU, seconded by Ald. CLEMENT, it was

*Resolved*: That the Council apply to the Legislature, at its coming session, for power to pass a by-law to compel cab-men to provide their vehicles with taximeters, and that the City Clerk be instructed to see that this is covered by the notices.

(Ald. O'Connell dissenting).

#### NOTICE OF MOTION.

16.—By Ald. N. Lapointe, *re* expropriation of Notre Dame St. West.

#### QUESTIONS PUT BY MEMBERS.

The following questions were put to the Board of Commissioners, with a request that replies be given thereto:—

17.—By Ald. Emard, concerning the street car service.

18.—By Ald. Judge, concerning the establishment of a siding on Church St.

19.—By Ald. Drummond, *re* street car service on Masson St.

#### REPORTS.

20.—From Board of Commissioners, transmitting a report from the Law Department *re* Forum.

Consideration deferred at the request of Ald. Ward.

21.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$650, *re* revision de la liste provinciale, etc.

22.—Du Bureau des Commissaires, pour régler des réclamations s'élevant en tout au montant de \$3,783.76.

23.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$1,775 pour payer les Commissaires *re* expropriation du Parc Lafontaine.

24.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$136.

25.—Du Bureau des Commissaires, pour remettre à la "Sicily Asphaltum Paving Co." une garantie de \$174.54.

26.—Du Bureau des Commissaires, pour rembourser à la Compagnie de Construction de Pavages Modernes une garantie de \$3,342.74.

27.—Du Bureau des Commissaires, recommandant que soit vendu certain vieux matériel.

28.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. A. Mireault d'emmagasiner de la gazoline.

29.—Du Bureau des Commissaires pour permettre à M. A. Ethier de construire une voûte.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

30.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$950 pour les bains publics.

Sur proposition de M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin GAUVIN, il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

31.—Du Bureau des Commissaires, recommandant que soient construits des égouts dans les rues Déséry et Forsyth.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin GARCEAU, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté, pourvu néanmoins, que les propriétaires de la partie de la rue Forsyth qui doit être traversée par le dit égout, ajoutent au consentement qu'ils ont donné, la condition que ce consentement créera une servitude et sera enregistré sur leur propriété, et que la Ville aura en tout temps le droit de pénétrer sur leur dite propriété, pour voir aux réparations et à l'entretien du dit égout; le tout sans que la dite Cité soit appelée à payer aucun dommage ou compensation.

32.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de M. Joseph Laramee.

33.—Du Bureau des Commissaires, pour régler la réclamation de M. Georges Bristol.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin TURCOT, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

34.—Du Bureau des Commissaires, demandant un crédit de \$200 pour inonder les patinoirs.

35.—Du Bureau des Commissaires, pour établir une ligne homologuée dans l'avenue Monkland.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GAUVIN,

*Propose:* Vu qu'un côté de la dite avenue Monkland à l'endroit où l'on veut établir une ligne homologuée se trouve située dans la Ville de Westmount et vu que, au cas où la Ville se déciderait, après que la ligne aura été homologuée, à exproprier le terrain nécessaire pour ouvrir la dite rue, elle ne pourrait le faire qu'en partie,

Et il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit retourné au Bureau des Commissaires pour plus ample considération, et pour suggérer les moyens d'obvier à cette difficulté.

36.—Du Bureau des Commissaires recommandant l'engagement des évaluateurs pour l'année 1911.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par l'échevin ROBINSON,

*Propose:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

M. l'échevin MAYRAND, appuyé par M. l'échevin GAUVIN, propose en

*Amendement:* Que ce rapport ne soit pas adopté, mais qu'une commission spéciale composée des échevins L. A. Lapointe, Tétreau, Emard, Drummond, Lussier, Boyd et du proposeur et du secondé soit nommée pour s'en-

21.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$650, *re* revision of Provincial list, etc.

22.—From Board of Commissioners, to settle claims amounting to \$3,783.76.

23.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$1,775, to pay Commissioners *re* expropriation of Parc Lafontaine.

24.—From Board of Commissioners, to vary a sum of \$136.

25.—From Board of Commissioners, to return a guarantee of \$174.54 to the Sicily Asphaltum Paving Co.

26.—From Board of Commissioners, to return a guarantee of \$3,342.74 to the "Cie de construction de Pavages Modernes."

27.—From Board of Commissioners, recommending the sale of certain old materials

28.—From Board of Commissioners to allow Mr. A. Mireault to store gasoline.

29.—From Board of Commissioners, to allow Mr. N. Ethier to construct a vault.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

30.—From Board of Commissioners, for an appropriation of \$950 *re* public baths.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GAUVIN, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

31.—From Board of Commissioners recommending the construction of sewers in Dezery and Forsyth Streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GARCEAU, it was

*Resolved:*—That said report be received and adopted, provided however that the proprietors of that part of Forsyth St. which is to be crossed by the said sewer add to the consent they have given the condition that such consent shall create a servitude and shall be registered on their property and that the City shall have, at any time, the right to enter their said property for the purpose of repairing and maintaining the said sewer, the City not to be called upon to pay any damages or compensation.

32.—From Board of Commissioners to settle the claim of Mr. Joseph Laramee.

33.—From Board of Commissioners, to settle the claim of Mr. George Bristol.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

*Resolved:* That said reports be received and adopted.

34.—From Board of Commissioners for an appropriation of \$200. to flood certain skating rinks.

35.—From Board of Commissioners, to establish an homologated line in Monkland avenue.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. GAUVIN.

Whereas one of the sides of the said Monkland Avenue at the point where it is proposed to establish an homologated line, is situated in the Town of Westmount, and, in the event of the City deciding (after the line has been homologated) to expropriate the land required for the opening of said street, it could do so only in part; and it was

*Resolved:* That said report be referred back to the Board of Commissioners for further consideration and with a request that they suggest the means of obviating this difficulty.

36.—From Board of Commissioners, recommending the appointment of Assessors for 1911.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. ROBINSON,

That said report be received and adopted.

Moved in amendment by Ald. MAYRAND, seconded by Ald. GAUVIN.

That said report be not adopted, but that a Special Committee, composed of Aldermen L. A. Lapointe, Tétreau, Emard, Drummond, Lussier, Boyd, and the mover and the seconder be appointed to inquire into the qualifications of



quérir de la compétence des différents candidats, obtenir des informations du président des évaluateurs et faire toutes les suggestions qu'elle jugera à propos dans le but de faire les meilleures nominations possibles à la charge d'évaluateurs et que ledit rapport soit référé à cette Commission pour en faire l'étude et faire rapport au Conseil.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage

Pour: Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Marcil, Judge, Bastien, Larivière, Lussier, Deguire—13.

Contre: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Dandurand, Boyd, Brodeur, Garceau, Monahan, Letourneau, Emard, Drummond—14.

Ainsi il est négatif.

Et un débat s'engageant,

M. l'échevin TETREAU, appuyé par M. l'échevin MAYRAND, propose en nouvel

*Amendement:* Que le dit rapport soit déposé sur la table afin d'être pris en considération lors de l'étude du budget de 1911.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage.

Pour: Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Marcil, Judge, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Deguire—14.

Contre: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Dandurand, Boyd, Brodeur, Garceau, Monahan, Letourneau, Drummond—13.

Ainsi il est adopté et il est

*Résolu:* En conséquence.

37.—Du Bureau des Commissaires, pour remettre à la "Barber Asphaltum Paving Co." une garantie.

Délibération remise à la demande de M. l'échevin Lamoureux.

38.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter de Messieurs J. et A. Gagnon la cession d'un terrain situé dans le quartier Ahuntsic.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BASTIEN, il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

39.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. A. Richer d'ériger une certaine construction.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin TETREAU, il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

40.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à M. Arsène Legault d'ériger une manufacture.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin TURCOT, il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

41.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de constituer en corporation la "Union Hebrew Mutual Association."

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin JUDGE, il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

42.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'accepter de la "Montreal Investment and Freehold Co." la cession de certaines rues.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin JUDGE, il est

*Résolu:* Que le dit rapport soit reçu et adopté.

Son Honneur le Maire déclare que la dernière motion ci-dessus a obtenu le vote affirmatif des deux-tiers des Membres du Conseil, conformément à la Section 415 de la Charte.

43.—De la Commission Spéciale au sujet d'un certain arrangement *re* barrières de péage.

Sur proposition de M. l'échevin BASTIEN, appuyée par M. l'échevin Larivière, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

44.—De la Commission Spéciale *re* fonds de retraite pour les employés municipaux, soumettant un projet préparé par M. B. Hal Brown.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin LARIVIERE, il est

the different candidates, obtain information from the Chairman of the Assessors, and make all such suggestions they may deem advisable in order to make the best possible appointments to the position of Assessor, and that said report be referred to such Committee for examination and report.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas:—Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Marcil, Judge, Bastien, Larivière, Lussier, Deguire, 13.

Nays:—L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Dandurand, Boyd, Brodeur, Garceau, Monahan, Letourneau, Emard, Drummond, 14.

So it passed in the negative, and a debate arising.

Moved in further amendment by Ald. TETREAU, seconded by Ald. MAYRAND,

That said report remain on the table to be considered with the appropriations for 1911.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Lamoureux, Prud'homme, Gauvin, Tétreau, Clément, Mayrand, Turcot, Marcil, Judge, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Deguire, 14.

Nays: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Carter, Dandurand, Boyd, Brodeur, Garceau, Monahan, Letourneau, Drummond—13.

So it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

37.—From Board of Commissioners, to refund a guarantee to the Barber Asphaltum Paving Co.

Consideration deferred at the request of Ald. Lamoureux.

38.—From Board of Commissioners, to accept a piece of land in Ahuntsic ward, from Messrs. J. & A. Gagnon.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BASTIEN, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

39.—From Board of Commissioners, to allow Mr. A. Richer to construct a certain building.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TETREAU, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

40.—From Board of Commissioners, to allow Mr. Arsène Legault to erect a factory.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. TURCOT, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

41.—From Board of Commissioners, to incorporate the "Union Hebrew Mutual Association."

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. JUDGE, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

42.—From Board of Commissioners, to accept certain streets from the Montreal Investment and Freehold Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MARCIL, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

His Worship the Mayor declared that the above last motion had received the affirmative vote of the two-thirds of the members of the Council, in compliance with section 415 of the Charter.

43.—From Special Committee, concerning a certain arrangement anent toll-gates.

On motion of Ald. BASTIEN, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

*Resolved:* That said report be received and adopted.

44.—From Special Committee *re* Pension Fund for Civic Employees, submitting draft prepared by Mr. B. Hal Brown.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

*Résolu:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

45.—De la Commission Spéciale de Législation, soumettant les amendements proposés à la Charte.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

*Résolu:* Que le rapport maintenant devant le Conseil soit reçu et qu'il soit pris en considération jeudi prochain, et que le Greffier de la Cité soit prié de transmettre d'ici à cette date, une copie des amendements proposés à chaque membre du Conseil et aux Commissaires.

46.—Du Bureau des Commissaires *re* "Montréal Agrandi," informant le Conseil qu'il n'est pas opportun de discuter cette question pour le présent.

M. l'échevin BOYD, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE

*Propose:* Que ledit rapport soit reçu et adopté.

M. l'échevin DANDURAND, appuyé par M. l'échevin MARCIL, propose en

*Amendement:* Que ledit rapport soit déposé sur le bureau et que Son Honneur le Maire soit prié de convoquer une assemblée des Maires et des Membres des Conseils municipaux de toutes les municipalités qui sont situées sur l'île de Montréal, afin de discuter avec Son Honneur le Maire et les Commissions de Législation et d'Annexion, la question d'une Fédération de toutes les dites municipalités, en conservant à chacune d'elles son autonomie.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Ward, Robinson, Carter, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Brodeur, Garceau, Monahan, Marcil, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Drummond—15.

Contre: L.-A. Lapointe, O'Connell, Lamoureux, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Judge, Deguire—12.

Ledit amendement est ainsi adopté, et il est

*Résolu:* En conséquence.

#### ORDRE DU JOUR.

47.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires à l'effet de permettre à M. James Morgan d'ériger un garage d'automobiles sur l'Avenue du Parc.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit adopté.

48.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un rapport du Bureau des Commissaires à l'effet de payer un bonus de \$1,000 à John W. Peck & Co.,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin ROBINSON, il est

*Résolu:* Que ledit rapport soit adopté.

49.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Tétreau à l'effet de payer aux estimateurs un salaire uniforme,

Sur proposition de M. l'échevin TETREAU, appuyée par M. l'échevin MAYRAND, il est

*Résolu:* Que ce Conseil désire informer les Commissaires qu'il est d'opinion de rendre uniforme, pour 1911, le salaire des estimateurs de la Cité.

50.—Etant lu l'ordre du jour pour adopter en 1ère, 2ème et 3ème lectures un règlement amendant le règlement No. 299 *re* pain, le Conseil reprend la 2ème lecture dudit règlement.

A ce sujet, soumis et lus:

(a) Un rapport de la Commission Spéciale de Législation suggérant certains amendements au dit règlement No. 299;

(b) Une communication du Club Ouvrier de la partie Nord, au sujet dudit règlement;

(c) Une communication de l'Union des Employés Civiques, au sujet dudit règlement;

Lesquels sont déposés aux archives.

Et la Section 1 étant lue, sur proposition de M. l'échevin CLEMENT, appuyée par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que ladite Section 1 du projet de règlement

*Resolved:* That said report be received and adopted.

45.—From Special Committee on Legislation, submitting proposed amendments to the Charter.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

*Resolved:* That the report now before the Council be received and that the same be considered on Thursday next, and that the City Clerk be instructed to transmit, before that date, a copy of the proposed amendments to each member of the Council and to the Commissioners.

46.—From Special Committee *re* Greater Montreal, informing the Council that it is unadvisable to discuss said question at present.

Moved by Ald. BOYD, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE.

That said report be received and adopted.

Moved in amendment by Ald. DANDURAND, seconded by Ald. MARCIL.

That said report be laid on the table and that His Worship the Mayor be requested to call a meeting of the Mayors and Members of the Municipal Councils of all the municipalities of the Island of Montreal, in order to discuss with His Worship the Mayor, and the Legislation and Annexation Committees the question of a Federation of all said municipalities, each of the same to retain its autonomy.

Said amendment being put, the Council divided:—

*Yeas:* Ward, Robinson Carter, Prud'homme, Dandurand, Boyd, Brodeur, Garceau, Monahan, Marcil, Bastien, Emard, Larivière, Lussier, Drummond, 15.

*Nays:* L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Lamoureux, Tétreau, Clément, Létourneau, Mayrand, Turcot, Judge, Deguire, 12.

So it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

#### ORDER OF THE DAY.

47.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to allow Mr. James Morgan to erect an automobile garage on Park Ave.

*Resolved:* Accordingly.

On motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. ROBINSON, it was

*Resolved:*—That said report be adopted.

48.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners to pay a bonus of \$1,000 to John W. Peck & Co.,

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROBINSON, it was

*Resolved:*—That said report be adopted.

49.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Tétreau to pay a uniform salary to the assessors.

Ald. TETREAU moved, seconded by Ald. MAYRAND, and it was

*Resolved:* That this Council desires to inform the Commissioners that it is of opinion that the salary of the City Assessors should be made uniform for 1911.

50.—The order of the day being read for the 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 299 *re* bread, the Council resumed the 2nd reading of said by-law.

In this connection, submitted and read:

(a) A report from the Special Committee on Legislation, suggesting certain amendments to said by-law No. 299;

(b) A communication from the "Club Ouvrier de la partie Nord," concerning said by-law;

(c) A communication from the "Union des Employés Civiques," anent said by-law

Which were filed of record.

And Sect. 1 being read, on motion of Ald. Clément, seconded by Ald. L. A. Lapointe, it was

*Resolved:* That said section 1 of the draft of by-law

maintenant devant le Conseil, soit biffée et remplacée par la suivante:

Sect. 1.—La section 1 dudit règlement No. 399, adopté par le Conseil le 3 juin 1903, est abrogée et remplacée par la suivante:

Sect. 1.—Tout pain vendu, ou fabriqué pour être vendu, dans la Cité de Montréal, sera fait avec de la bonne et saine farine, et cuit soit en pains de quatre livres, soit en pains de deux livres, soit en pains d'une livre et demie, ou soit en pains d'une livre.

La section 2 étant lue, sur proposition de M. l'échevin CLEMENT, appuyée par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que ladite section soit biffée, et que les sections suivantes soient ajoutées au projet de règlement maintenant devant le Conseil, après la section 1, telle qu'adoptée:

Sect. 1a.—Il portera une étiquette de pas moins de 1 1-2 pouce carré, indiquant et son poids exact et sa qualité, ainsi que le nom de celui qui l'a boulangé ou l'a fait boulangier pour son compte.

Sect. 1b.—Le chiffre indiquant son poids devra avoir  $\frac{3}{4}$  de pouce carré et être imprimé en caractère gros et lisible.

Sect. 1c.—Cependant, il pourra être vendu, ou fabriqué pour être vendu, dans la Cité de Montréal, du pain ne pesant pas plus de douze onces, lequel ne portera aucune étiquette.

Sect. 1d.—Il pourra aussi être vendu, ou fabriqué pour être vendu, dans la Cité de Montréal, du pain dont le poids réglementaire, fixé dans la section 1 ci-dessus, ne sera pas excédé, après la cuisson, de plus de deux onces.

Sect. 1e.—Mais il est défendu de vendre, ou de fabriquer pour être vendu, dans la Cité de Montréal, du pain dont le poids réglementaire fixé dans la section 1 ci-dessus après la cuisson, sera excédé de plus de deux onces.

Sect. 1f.—Le présent règlement fera partie du règlement No. 299, tant pour la clause pénale que pour toutes autres fins que de droit.

Sect. 1g.—L'intitulé du règlement No. 299, est amendé en ajoutant, en icelui, après le mot "fabrication," les mots "le poids."

Ledit règlement, ainsi amendé, est alors lu une 2ème fois, et les Avocats de la Cité l'ayant approuvé,

Sur proposition de M. l'échevin CLEMENT, appuyée par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que le dit règlement soit maintenant lu une 3ème fois.

Ledit règlement est en conséquence lu pour la 3ème fois.

Sur proposition de M. l'échevin CLEMENT, appuyée par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

*Résolu:* Que ledit règlement soit grossoyé et qu'il soit présenté à Son Honneur le Maire et au Greffier de la Cité pour qu'ils y apposent leurs signatures.

51.—M. l'échevin GAUVIN soulève une question de privilège et soumet au Conseil un article paru dans la "Patrie" du 13 du courant, contenant un soit disant interview avec le Trésorier de la Cité, au cours duquel ce dernier félicite les contrôleurs d'avoir endossé sa suggestion au sujet de l'augmentation de la taxe foncière, et comme le Conseil renvoyait le rapport au Bureau des Commissaires pour plus ample informé, le Trésorier aurait dit, paraît-il, que les Commissaires étaient des hommes d'affaires, laissant entendre que les échevins ne l'étaient pas.

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE endosse les remarques de M. l'échevin GAUVIN, et croit qu'il serait à propos de constater si le Trésorier de la Cité avait eu l'intention de jeter du blâme sur les échevins.

Sur ce, M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin GAUVIN,

Proposé: Que le Trésorier de la Cité soit invité à donner des explications au Conseil à ce sujet.

Le Trésorier de la Cité comparait devant le Conseil, et donne sa version de l'interview, et il déclare qu'il a, tout probablement, dit qu'il regrettaient que le Conseil n'eût pas jugé à propos d'étudier la question de l'aug-

now before the Council be struck out and replaced by the following:—

Sect. 1.—Section 1 of said by-law No. 299 adopted by the Council on the 3rd June, 1903, is repealed and the following substituted therefor:

Sect. 1.—All bread sold, or manufactured for sale, in the City of Montreal, shall be made of good, sound flour and baked either in loaves of 4 lbs., or in loaves of 2 lbs., or in loaves of 1 1-2 lbs., or in loaves of 1 lb.

Sect. 2 being read, on motion of Ald. Clement, seconded by Ald. Lapointe, L. A., it was

Res:—That said section be struck out and that the following sections be added to the draft of by-law now before the Council, after Sect. 1, as adopted:—

Sect. 1a.—It shall bear a label not less than 1 1-2 square inches indicating its exact weight and its quality, as well as the name of the baker thereof or of the person for whom it was baked.

Sect. 1b.—The figure indicating its weight shall measure  $\frac{3}{4}$  of a square inch, and shall be printed in large and legible type.

Sect. 1c.—It shall however be lawful to sell or to manufacture for sale, in the City of Montreal, loaves of bread not weighing more than 12 ounces, which shall not bear any label.

Sect. 1d.—It shall also be lawful to sell, or to manufacture for sale in the City of Montreal, loaves of bread the statutory weight of which as fixed in the above section 1, shall not be exceeded, after baking, by more than 2 ounces.

Sect. 1e.—But it is forbidden to sell, or to manufacture for sale, in the City of Montreal, any loaves of bread the statutory weight of which as fixed in the above section 1, after baking, shall be exceeded by more than 2 ounces.

Sect. 1f.—This by-law shall form part of by-law No. 299 as regards the penal clause and to all other intents and purposes.

Sect. 1g.—The title of by-law No. 299 is amended by adding therein, after the word "manufacture," the word "weight."

Said by-law, as amended, was then read a second time and agreed to, the Law Dept. having approved the same.

On Motion of Ald. Clement, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That said by-law be now read a third time.

Said by-law was accordingly read a 3rd time.

On motion of Ald. Clement, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

*Resolved:* That said by-law be engrossed and presented to His Worship the Mayor and the City Clerk for their signatures.

51.—Ald. Gauvin rose to a question of privilege and laid before the Council an article which appeared in "La Patrie" of the 13th inst., containing an alleged interview with the City Treasurer, in which the latter congratulates the Comptrollers on the fact that they had endorsed his suggestion to increase the real estate tax, and in view of the fact that the Council had referred the report back to the Board of Commissioners for further information, the City Treasurer was reported as having said that the Comptrollers were business men, permitting the inference that the Aldermen were not.

Ald. L. A. Lapointe endorsed the remarks of Ald. Gauvin and thought it advisable to ascertain if the City Treasurer had intended to make any reflection against the Aldermen.

Ald. L. A. Lapointe thereupon moved, seconded by Ald. Gauvin.

That the City Treasurer be invited to give explanations to the Council in this connection.

The City Treasurer appeared before the Council and gave his version of the interview, contending that it was very likely that he had stated that he regretted the action of the Council in not dealing with the proposed increase of taxa-

mentation de la taxe foncière, vu que la Ville se trouverait ainsi privée d'un revenu plus considérable, mais il ne s'était pas permis de faire des distinctions malicieuses entre les contrôleurs et les échevins.

Certains membres du Conseil s'étant déclarés satisfaits de l'explication du Trésorier de la Cité,

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin BOYD, il est

*Résolu:* Que le Conseil désire se déclarer satisfait des explications du Trésorier de la Cité, qui sont par les présentes acceptées.

Sur proposition de M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin GAUVIN,

Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,  
*Greffier de la Cité.*

RENE BAUSET,  
*Sous-greffier de la Cité.*

**CONSEIL MUNICIPAL**

ASSEMBLEE SPECIALE DU 22 DECEMBRE, 1910.

ORDRE DU JOUR

**RAPPORTS.**

*Bureau des Commissaires.* — Sur les crédits de 1911.  
*Législation* — Re amendements à la Charte.



**AVIS PUBLIC**

**Règlement No 415**

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la charte de la dite Cité, a adopté un règlement intitulé "Règlement No 415", amendement le règlement No 299, intitulé "Règlement concernant la fabrication et la vente du pain."

L. O. DAVID,  
*Greffier de la Cité.*

Bureau du Greffier de la Cité,

Hôtel de Ville,

Montréal, le 21 Décembre 1910.



**AVIS PUBLIC**

**Révision des Listes Electorales**

Avis public est par les présentes donné que les listes électorales pour les divers quartiers de la Cité de Montréal ont été remises au soussigné et que, dans quinze jours de cette date, tout électeur, dans tout quartier, pourra donner avis, par écrit, au soussigné, qu'il s'adressera au Recorder de la Cité, pour faire amender la liste des électeurs pour tout quartier, soit en y ajoutant les noms des personnes omises ou en biffant les noms des personnes inscrites à tort. Cet avis doit spécifier les qualifications des personnes dont on veut faire ajouter les noms et

tion, as it meant denying the City more revenue, but he had not taken the liberty to make invidious distinction between the comptrollers and the Aldermen.

Certain members of the Council having declared that they were satisfied with the explanation of the City Treasurer, on motion of Ald. L. A. Lapointe, seconded by Ald. Boyd, it was

Resolved: That the Council desires to declare itself satisfied with the explanation of the City Treasurer, which is hereby accepted.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GAUVIN, The Council adjourned.

RENE BAUSET,  
*Asst. City Clerk.*

L. O. DAVID,  
*City Clerk.*

**CITY COUNCIL**

SPECIAL MEETING OF DECEMBER 22nd, 1910.

ORDER OF THE DAY

**REPORTS.**

*Board of Commissioners.*—On the appropriations for 1911.  
*Législation.*—On amendments to the Charter.



**PUBLIC NOTICE**

**By-Law No 415**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Council of the City of Montreal, in virtue of the powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted a by-law known "By-Law No 415, to amend By-Law No 299, entitled "By-Law concerning the manufacture and sale of bread."

L.-O. DAVID,  
*City Clerk.*

City Clerk's Office,

City Hall,

Montreal, December 21st. 1910.



**PUBLIC NOTICE**

**Revision of Voters' Lists**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Electors' Lists for the several wards of the City of Montreal, have been delivered to the undersigned, and that within fifteen days from the date hereof, any elector, in any ward, may give notice, in writing to the undersigned, that he will apply to the Recorder of the City to have the list of Electors for any ward amended, either by the addition thereto of names of persons omitted, or by striking therefrom the names of persons improperly inserted. Such notice must specify the qualifications of the persons whose names are

les causes d'inhabilité des personnes dont on veut faire biffer les noms, et doit être signifié, à la diligence du requérant, le ou avant le 5ème jour de janvier, 1911, à toute personne dont on veut faire biffer le nom des listes électorales, par lettre chargée transmise à l'adresse mentionnée sur la liste.

Et avis public est par les présentes donné que le Recorder de la Cité de Montréal siégera mardi le 10 janvier prochain, 1911, à 2.30 heures p.m., dans la salle d'audience de la Cour du Recorder, à l'Hôtel de Ville, dans le but de prendre en considération telles demandes ou plaintes relativement auxdites listes électorales qui auront été faites suivant la loi.

L O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

Bureau du Greffier de la Cité,  
Hôtel de Ville,  
Montréal, 21 Décembre 1910.

sought to be added, and the causes of disqualification of those sought to be struck off, and must be served, at the diligence of the applicant, on or before the 5th day of January, 1911, upon every person whose name is sought to be struck from the Electoral Lists, by registered letter sent to the address mentioned on said lists.

And public notice is hereby given that the Recorder of the City of Montreal, will sit on Tuesday, the 10th January next, 1911, at 2.30 o'clock p.m., in the Court Room, of the Recorder's Court, City Hall, for the purpose of considering such applications or complaints, in respect of said Electors' Lists, as may be made, according to law.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

City Clerks Office.  
City Hall,  
Montreal, December, 21st. 1910.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉ TRANSFÈRES DE PROPRIÉTÉ

Table with multiple columns containing property transfer records, including names, addresses, and dates. The text is faint and difficult to read.

PERMIS DE CONSTRUCTION.—BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 22 Décembre 1910.

Issued during the week ending the 22nd December 1910

Date. 1910	No. du Permis. α Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. — Ward.	Propriétaire. — Owner.	Résidence — Residence	Classe. — Class.	Coût. — Cost.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Déc. 15	3167 N.		Rosland	259-161	St. Denis	A. Archambault	2303 Rosland	3me Cl.	500
" 15	3468 N.		Orchard	3616	St. Paul	G. Moiarono	463 Notre Dame O.	"	85
" 15	3469 N.		Esplanade	11-938	Laurier	A. Filiatreault	572 Casgrain	"	3000
" 15	3470 N.		Monarque	29	Papineau	Canada Rubber Co.	Montreal	1ère Cl.	220
" 15	3471 N.		Waverly	11-841	Laurier	P. Cusson	746A Huntley	3me Cl.	pour les quatre
" 15	3472 N.		do	do	do	do	do	"	3900
" 15	3473 N.		do	do	do	do	do	"	
" 15	3474 N.		do	do	do	do	do	"	
" 15	3475 N.		City Hall Ave.	755 p. A.	St. Louis	H. Barrier			2040
" 15	3476 N.		Delisle	941-66	St. Henri	Joumeaux	1400 Notre Dame O	3me Cl.	2000
" 15	3477 N.		do	941-66	do	do	do	"	6000
" 19	3478 R.	419	Dorchester O	1369	St. Georges	J. Kennedy	419 Dorchester O	"	1300
" 19	3479 N.		St Jean Baptiste	188-13	N.D. de Graces	N. Mantha	Lachine	"	2000
" 19	3480 N.		7e Avenue	172-705	St. Mary	K. Robert	363, 7e Avenue	"	p. les deux
" 19	3481 N.		do	172-705	do	do	do	"	300
" 20	3482 R.	31	Wellington	1595	St. Ann	F. Hyde	31 Wellington	2me Cl.	600
" 20	3483 N.		Alice	948	St. Denis	Ulric Aubin	949 Alice	3me Cl.	

NOTE.—Les bâtiments de la première classe sont complètement à l'épreuve du feu, ceux de la deuxième classe sont avec murs en pierre ou brique, avec plancher et toiture en bois ceux de la troisième classe sont les bâtiments en bois lambrissés en brique et tous autres bâtiments en bois.

NOTE.—Buildings of the first class are entirely fireproof, those of the second class are with brick or stone walls, with wooden floors those of the third class include wooden buildings cased with brick and other wooden buildings.

α { N.—Nouveaux édifices.—New buildings  
R.—Réparations.—Alterations

ALEX. DÉCARIE.

Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

MONTREAL—EST

MONTREAL—EAST.

Quartier — Ward.	No. d'enregistrement — Registration Number.	Date de l'enregistre- ment — Date of registration.	Date du contrat — Date of deed.	Vendeur — Vendor.	Acquéreur — Purchaser.	No. du cadastre — Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue — Street.	Genre.—α—Descript.	Prix. — Price.
St. Laurent	80057	5 déc. 1910	11 nov. 1910	Dme E. C. Paquette	H Guérin	371	6754	St. Urbain	B	\$ 2000 00
do	8-063	5 "	2 "	Dme C. Sheppard	T. P. McCracken	170 E	2585	Mance	B	6 00 00
St. Jacques	80065	5 "	1 "	A. Dansereau	L. Payette	578	5472	Ste Catherine	B	9 690 00
St. Louis	80169	6 "	31 oct. "	S. Lack	M. Bernstim	1 14	4139	St. D. minique	B	14250 00
St. Jacques	80073	6 "	5 déc. "	L. G. Beliveau	O. D. rome	787		Ste Catherine	B	4303 00
do	80074	6 "	28 nov. "	Dme J. Gougagnon al	J. M. Wilson	787	6750	do	B	75000 00
LaFontaine	80077	6 "	5 déc. "	A. Valiquette	Dme A. Brassard	1207-217	2000	Cherrier	B	8 00 00
St. Louis	80084	7 "	25 nov. "	T. Girouard	Rev. And J. Mowatt	482	3200	Ste Elizabeth	B	5500 00
LaFontaine	80086	7 "	6 déc. "	A. Valiquette	A. Meunier	1207-214	2000	Cherrier	B	17000 00
St. Louis	80090	7 "	1 déc. "	Dme J. C. Roy	J. E. Fournier	897-23	3765	Laval	B	4300 00
do	80091	7 "	1 déc. "	Dme S. G. Tritt	M. Godel	902	1554	City Hall	B	13700 00
Ste Marie	80099	9 "	24 nov. "	Dme J. Roy	J. M. Bellerose	1228 etc.		DeLorimier	B	2000 00
St. Laurent	80000	9 "	23 nov. "	L. A. Hirdt	Delle A. Coussirat	47-4	9000	Hutchison	B	910 00
Ste Marie	80106	9 "	7 déc. "	Raphael Beauchamp	A. Taillefer	1261	4000	Des Erables	B	7300 00
St. Louis	80111	9 "	3 déc. "	B. Z. lardif	H. Ries	633	2963	City Hall	B	11 500 00
St. Jacques	80112	9 "	6 déc. "	L. Bédard	B. Montesano	394	4899	Amherst	B	500 00
Papineau	80113	9 "	5 déc. "	C. Messier	O. Perrault	1225-68	1946	Dorion	B	2500 00
St. Laurent	80117	10 "	9 déc. "	A. Richer	H. A. Demers	134	4155	Ontario	B	2000 00
LaFontaine	80121	10 "	9 déc. "	A. Valiquette	J. A. Hurteau	P. 1207-216	2000	Cherrier	B	

MONTREAL—OUEST

MONTREAL—WEST.

St. George	149680	5 déc. 1910	28 nov. 1910	Z. Riopel	J. B. Dupré	P. 1832	8514	Durocher	B	\$ 7500 00
St. André	149681	5 déc. "	21 nov. "	N. McYuile	W. H. Welsh	1701-8	2456	Wackay	B	12500 00
St. George	149683	6 déc. "	2 déc. "	B. J. Harrington et al	J. A. Gardner	1/2 S. E. 1154	2592	Beaver Hall Hill	B	14000 05
St. André	149684	6 déc. "	25 nov. "	E. Raymond	Dme J. Wynne	1654-74	1935	Mark	B	6700 00
Centre	149688	7 déc. "	3 déc. "	Succ. A. Roy	J. O Gravel	1/2 76	3072	Notre-Dame	B	24333 33
St. Joseph	149689	7 déc. "	5 déc. "	W. M. Ramsay et al.	M. Back	466-19, etc.	4542	St. James	B	4544 00
St. George	149393	9 déc. "	5 déc. "	J. H. Ferns	T. Abraham	1201-6	1617	City Councillors	B	5000 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*  
HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— Descript.	Prix Price.	
N. D. de G.	181847	6 déc. 1910.	30 nov. 1910	G. DeSerres	Robt Ford	180-258 & 259.	5244	Av. Prudhomme	L	\$ 844 7/4	
Long. Pointe	18185	"	"	P. Bernard	W. Monette	403-126 & 127.	5804	Notre Dame	L	1040 00	
St. Jean Bte	181855	"	"	M. L. Filion	Dame J. E. Saucier	15-81 & 82, etc.	3200	Berri	B	4750 00	
Laurier	1818-6	"	"	F. Beauvais	X. Duval	10-1097	2500	Avenue Buller	B	850 00	
do	181857	"	"	X. Duval	L. J. A. Desroches	11-1444	3943	Avenue Stanley	L	1150 00	
St. Henri	181860	"	"	J. E. Deschamps	E. Dupuis	2038	36 0	Rose de Lima	B	5600 00	
N. D. de G.	181861	"	"	A. Lessard	T. Lessard	176-276	7776	N.-D de Graces	L	6350 00	
Hochelaga	181862	"	"	T. C. Crowe	A. Tubielencicz	148-2174	2062	Bercy	L	329 97	
do	181865	"	"	J. Calvert	A. Allard	29-732	250	Cuvillier	B	3800 00	
do	181868	"	"	A. Tubielencicz	S. Vallée	148-2174	206	DeLévis	L	120 00	
St. Denis	181872	"	"	St. Denis Land Co.	Jos E. Lalonde	1/2 N. O. 8-146	2750	Cowan	L	316 00	
do	181873	"	"	do	Dame I. Tremblay	1/2 S. E. 8-170	"	do	L	288 75	
St. Gabriel	181874	"	"	John Wilks	I. Collins	5371-3-4, etc.	1500	Rushbrooke	B	2900 00	
Hochelaga	181877	"	"	Succ. H. Hogan	F. Therrien	148-2625	2062	DeLévis	L	226 82	
Laurier	181881	"	"	H. L. Pai-ment et al.	J. A. Duquette	1/2 S. 11-934	2225	Esplanade	L	800 00	
do	181882	"	"	do	A. Lalonde	1/2 N. 11-934	"	do	L	80 00	
do	181886	"	"	M. Fernandez	A. Letellier de St Just	12-14-12	5500	Park Avenue	L	3300 00	
do	181897	"	"	do	J. C. Giasson	1/2 12-14-13	2750	do	L	1650 00	
N. D. de G.	181898	"	"	Succ. J. C. Watson et al.	G. A. Brown	51-87	2500	St Charles	L	200 00	
Laurier	181906	"	"	H. Paquin	A. Chistin	10-1444 & 1445	45 0	Beaulieu	B	1100 00	
Bordeaux	18 907	"	"	J. Mercure et al.	W. H. Taylor	323-2	8405	Chemin du Sault	L	1200 00	
Laurier	181911	"	"	P. Robitaille	O. Massicotte et al.	10-994	2500	Boulvard	B	1000 00	
Hochelaga	181912	"	"	N. Savard	Dame Salafranque	148-1896	2000	St. Laurent	B	110 00	
do	181915	"	"	Succ. H. Hogan	F. Flamand	148-2249	"	Montgomery	L	24 00	
St. Denis	181916	"	"	Amherst Park Land Co.	Peoples Mutual Bdg Sy.	5-18	2625	Dufferin	L	275 00	
do	181919	"	"	do	Crystal Spring Land Co.	A. Leduc	2643-1517	1880	Sanguinet	L	225 00
do	181920	"	"	do	do	A. E. Landry	2643	2250	St. Denis	L	425 00
Emard	181921	"	"	Federal Realty Trust Co. et al.	Can. Tube & Iron Co.	3617	216791	St. Patrick	L	\$40000 00, \$1 et Consid., Hyp.	
Long Pointe	181922	"	"	Dame J. Trottier	Dame S. Portuvi	407-1088	2156	Tiffin	L	\$ 500 00	
Laurier	181923	"	"	F. E. Laner	W. T. Heney	P. N. O. 12-10-33	2000	Mance	B	4600 00	
St. Gabriel	181924	"	"	Dame L. H. Béanger	M. W. Marston	3167-56, etc	3019	Wellington et Ash	B	15000 00	
St. Denis	181933	"	"	J. Gibb Carsley	The Ozo Co., Ltd.	161-8 & 10	24600	Mont Royal	L	Consid.	
Long. Pointe	181935	"	"	Geo. Henley	Delle E. Lapointe	406-29	2250	do	L	\$ 1375 00	
Ahuntsic	18 936	"	"	J. B. Peloquin	Dame E. K. Malouf	246-188 à 190	7500	Berri	L	1200 00	
St. Denis	181937	"	"	A. K. Malouf	do	348-5	325	Christ Colomb.	L	700 00	
Laurier	181939	"	"	Dame W. P. Beaudoin	A. Drouin	1-621	4400	Waverley	L	11000 00	
do	181941	"	"	P. Robitaille	O. Massicotte et al.	1/2 N. O. 11-501	2200	Clarke	B	6000 00	
do	181942	"	"	do	do	1/2 S. E. 11-760	2100	do	B	400 00	
do	181944	"	"	J. W. Beaudoin	U. D. bis	1/2 S. E. 11-750	2200	Waverley	L	1150 00	
Mont Royal	181948	"	"	F. G. Todd	Cit de Westmount.	69-1	150	Avenue Stanley	L	75 00	
Laurier	18 950	"	"	A. Henderson	A. Di Cesare	11-1412 & 1413	3760	Brunet	L	835 00	
Mont Royal	181953	"	"	Westmount Land Co.	R. Carignan	25-268 & 269	5000	do	L	900 00	
N. D. de G.	181954	"	"	Succ. G. W. Stevens	Rév. J. A. Bourassa et al.	P. N. O. 1698-25, etc.	2400	Côte St. Paul Road	L	1480 00	
Mont Royal	181955	"	"	Dame W. J. Wilson et al.	A. Lemire	151-430 & 431	15000	Marchmount	L	4500 00	
St. Denis	181957	"	"	L. G. Chausse	A. Mignault	196-65 à 67	7650	Drolet	B	\$11500 00, Hyp.	
Ahuntsic	181958	"	"	J. B. Peloquin	A. Bourassa	228-336, etc.	5250	Peloquin	L	\$ 327 40	
St. Denis	181959	"	"	Dame J. Roy	A. Morin	5-39	1-39	Christ Colomb.	L	1200 00	
do	1819 0	"	"	F. L. Savignac	T. Couu	7-397	2725	St Hubert	B	2925 00	
Ahuntsic	181963	"	"	E. Raymond	C. N. Fortin et al.	248-6 etc	25673	do	B	270 00	
St. Denis	181964	"	"	A. Mignault	Z. Riopel	196-65, etc.	7650	Drolet	B	15000 00	
Laurier	18 965	"	"	A. Piché	J. B. Dupré	10-1564, etc	4512	Sanguinet	B	9000 00	
do	181966	"	"	Succ. S. C. Bagg	S. Fierco	11-1330	2555	Clark	L	225 00	
do	181967	"	"	do	B. de Francesco	11-1331	2575	do	L	225 00	
Hochelaga	181974	"	"	Dame J. Leblanc	J. V. Porteau	50-289	2250	St. Germain	B	4800 00	
St. Henri	18 975	"	"	Succ. C. Ietourneux	Delle P. Piché	1703-240	140	St. Marie	B	775 00	
do	181976	"	"	do	R. Piché	1713-239	"	do	B	775 00	
Ahuntsic	181983	"	"	Corp du Comté d'Hochelaga	E. Raymond	1/2 248-7	7700	Projeté	L	3 00	
St. Denis	181986	"	"	J. E. Molson	E. Houle	2/8-1450	2695	Parc Molson	L	275 00	
St. Henri	181989	"	"	A. et T. Porgle	W. Baker & Co.	P. 941-113, etc.	44	Albert	L	67500 00	
St. Denis	182000	"	"	J. Daniel	J. Bondin	489-306	2144	St. Hubert	B	2000 00	
Duvernay	182001	"	"	N. Renaud	H. P. Renaud	6-49 etc	3842	Chambord et St. André	B	190 00 & consid.	
St. Denis	182005	"	"	Cie des T. du P. Amh.	J. H. A. Bohémier	5-28, etc.	4325	Dufferin	L	\$ 550 00	
St. Henri	182008	"	"	Dame H. Auger	T. Chausseau	1788-1, etc.	2404	St. Philippe	B	4000 00	
Rosemont	182009	"	"	Comp de Const. du St. Laurent.	G. A. Massicotte	183-737	6040	Côte Visitation	L	852 00	
Laurier	182023	"	"	N. Decoteau	A. Murray et al.	1/2 S. 12-25-131	26 0	Mance	B	2250 00	
St. Denis	182025	"	"	L. C. Pelletier	Dame J. A. Levesque	8-757	5 65	Labelle	L	1290 00	
La rier.	182026	"	"	J. Colas	A. Léonard	1/2 11-475	2560	St. Urbain	L	1550 00	
Duvernay	182028	"	"	F. X. Roy	De I. C. Pelletier et al	1-371	2900	Marquette	B	6465 00	
Long. Pointe	182036	"	"	P. Billaudeau	C. Chappdelaine	407-7 & 8	3750	Fletcher	B	600 00	
Laurier	182036	"	"	L. Beauchamp	C. Piché	10-1100	2700	Buller	B	2500 00	
N. D. de G.	182044	"	"	T. A. Veary	T. A. Trenholme	141-365	520 0	Pacific	L	262 00	
Laurier	182055	"	"	J. B. Chartrand	J. Hébert	10-1759	4760	Alma	B	3000 00	
do	182 59	"	"	G. Vermette	E. Desmarais	11-179 & 180	1925	St. Urbain	B	200 00	
St. Paul	182060	"	"	T. Daignault	J. Daignault	1/2 P. R. 5592	30	Church	B	5000 00	
Laurier	182069	"	"	O. Massicotte et al.	Delle V. Giroux	14-116	2500	Esplanade	B	9000 00	
St. Jean Bte	182071	"	"	Dame J. Alp. B. Cerat	Dame A. Legault	30	564	cadieux	B	5500 00	
DeLorimier	182071	"	"	Alp Calvel	P. LeFrançois	9-17 & 18	3800	Parthenais	B	6500 00	
Hochelaga	182072	"	"	A. Tremblay	F. Tremblay	29-1072	2040	Joliette	B	18000 00	
N. D. de G.	182074	"	"	J. Walker	R. Perry	163-259, etc	"	Grand Bonlevard	L	1500 00	

B—Bâtisse; Building.  
L—Lot; terrain vague

P. TERRAULT,  
Régistrare de la Ville.—Registrar.  
Par A. SAUVÉ.

